

Banques et bradage du sol :

LE PSS S'EMPÊTRE

Ainsi, l'initiative sur les banques a été rejetée par près de trois quarts des votants. Un meilleur résultat aurait été possible, si le Parti socialiste suisse (PSS) n'avait pas été empêtré dans ses contradictions.

Car une constatation s'impose. Le PSS n'a, mais alors vraiment pas, mis tout son poids dans la défense de son initiative. Quelques meetings ici ou là. Un matériel de propagande défensif destiné à réchauffer les esprits à l'intérieur du parti. Mais, on l'a bien senti, le cœur n'y était pas.

Or, l'initiative sur les banques avait un aspect particulier. Largement inoffensive du point de vue de son contenu, elle a suscité une confrontation très dure, pour ou contre les banques. L'origine de l'initiative avait été le scandale du Crédit suisse à Chiasso. Son lancement, cependant, tenait à d'autres facteurs, plus internes au PSS. Il s'agissait de s'adresser à un secteur spécifique : le courant tiers-mondiste naissant. Par cette opération, le PSS pouvait espérer gagner à lui des militants et des cadres issus de ce mouvement, ce qui lui a partiellement réussi. Voyez Rudolf Strahm. On y ajouta, pour rassurer la base traditionnelle du parti, l'argument du maintien de la place industrielle suisse contre la place bancaire. Mais il s'agissait d'un argument plutôt bancal. Car, déjà lors de la récolte de signatures, l'enthousiasme se fit maigre. Il a fallu le regroupement des organisations tiers-mondistes dans une "Action place financière suisse" pour assurer les 100 000 signatures.

Mais une autre voie aurait été possible. En s'appuyant sur la méfiance que suscitent la spéculation immobilière et la puissance des banques, on aurait pu imaginer une campagne beaucoup plus incisive, indiquant les vrais enjeux. Il aurait été possible de s'adresser aux employés de banques, spoliés par leur direction de la pleine compensation du renchérissement. En fin de compte donc, seuls les tiers-mondistes ont réellement tenté de faire campagne. Le résultat, faible, était donc couru d'avance.

Sentant le problème, la direction du PSS a essayé de se rétablir en donnant le mot d'ordre de oui à l'initiative de l'Action nationale "contre le bradage du sol national". Comme cela, au moins, le PSS serait lié à une initiative qui obtiendrait un bon résultat ! En faisant ce pas, le PSS oubliait son identité propre. Il reprit l'essentiel des arguments de l'Action nationale. Frapper les spéculateurs étrangers serait un pas important contre la spéculation immobilière et la hausse des loyers. De plus, pas un mot de trop ne fut perdu pour expliquer l'identité de nature des spéculateurs suisses et étrangers. La protection efficace des locataires, la municipalisation du sol — éléments d'une politique vraiment socialiste — ne furent pas évoqués.

D'un côté, donc, le PSS se retire de la confrontation avec les banques. De l'autre, il s'adapte largement à l'Action nationale. Ce parti est vraiment à la dérive. Il est donc temps que se dégage une réponse d'ensemble à la crise de cette société bourgeoise ; une réponse basée sur les intérêts effectifs et les luttes des travailleurs et des jeunes. Une alternative qui n'hésite pas à annoncer la couleur : celle d'une opposition fondamentale, notamment aux banques et aux xénophobes !

la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)

section suisse de la IV^e Internationale

RÉPUBLIQUE
FÉDÉRALE
ALLEMANDE (RFA) :



L'ENJEU DE LA LUTTE POUR LES 35 HEURES



GRÈVE DES NETTOYEURS
À L'HÔPITAL CANTONAL
DE GENÈVE.
LES RADICAUX JOUENT
AUX BRISEURS DE GRÈVE :

DU BALAI, LES BALLOTS!

AMÉRIQUE CENTRALE :

L'ESCALADE SE POURSUIT

En mouvement

Marin et Granges :

ACTIONS CONTRE LE TRAVAIL DE NUIT



photo la brèche

Le 11 mai, veille de la Fête des mères, une quarantaine de femmes à Marin (NE) et une trentaine à Granges (SO) ont manifesté, de nuit et devant les entreprises concernées, contre le travail de nuit. Vêtues de blanc, "encapuchonnées" comme les ouvrières d'Ebauches SA, elles ont protesté contre l'introduction du travail de nuit : "Femmes-robots, jour et nuit, non merci". Une grande figurine symbolisait la condition de ces travailleuses mi-robots, mi-ménagères, calmant le jour leurs angoisses et leur stress à coup de Valium, se dopant la nuit à coup de Saridon.

Bien accueillies à Marin (à Granges, la direction fera sortir les ouvrières par la petite porte), les manifestantes apprendront que, conséquence aussi des actions de solidarité organisées depuis deux mois (pétition des médecins, des femmes, actions du PSO, dont la publication de la grille horaire), nombre d'ouvrières sont revenues sur leur accord oral pour travailler la nuit. Sensibilisées aux conditions de vie et de travail qui les attendent, elles ne seraient plus que 15 (sur 60 à l'origine) à accepter ce travail.

C'est là un premier résultat positif. Il faut poursuivre dans ce sens, il faut multiplier les actions — à l'exemple des militantes du PSO de Zurich qui ont manifesté devant le siège des banques contre le travail de nuit (photo du bas) — pour faire céder l'OFIAMT. Car plusieurs entreprises n'attendent que le feu vert de l'OFIAMT pour suivre l'exemple d'Ebauches.



photo la brèche

Bienne :

Une pollution certaine pour des emplois hypothétiques

Les 19 et 20 mai, les citoyens biennois ont accepté (par 8319 voix contre 4411) le crédit de 11 millions destiné à l'aménagement des marais de Boujean en zone industrielle. Le PSO s'était opposé à ce crédit, avec l'argumentation suivante :

"(...) Aujourd'hui en ville de Bienne, des emplois sont détruits par centaines, si ce n'est par milliers. Les surfaces industrielles désaffectées restent inoccupées. Bulova est certainement la plus importante, mais Marc Favre, Edox, Métallique sont également vides. D'autres, comme le grand bâtiment d'Oméga de la rue des Prés, seront vides prochainement. Les locaux de Maeder-Leschot et de Mido sont en passe de le devenir si on laisse faire le patronat. Mieux (ou pire), des surfaces comme celle de l'ancienne usine de General Motors ne sont pas utilisées à des fins industrielles.

Aujourd'hui, la Municipalité propose de prendre 11 millions de francs dans les poches des salariés pour offrir du terrain industriel dans les Marais de Boujean. C'est un non-sens, aucune résistance n'est signifiée au patronat qui licencie et d'autre part, on lui offre du terrain à vil prix. Il semble que les patrons soient mieux servis que les chômeurs dans la région.

Des emplois vont-ils être créés dans les marais de Boujean ? Pour l'instant, Maeder-Leschot, qui s'est installé en douce il y a une dizaine d'années, s'apprête à fermer ses portes définitivement. C'est encore Thomke et son compère Lang, potentats de l'horlogerie, qui ont préparé le coup.

Le prix à payer pour ces fantomatiques places de travail ne se limite pas à 11 millions de francs, mais c'est également l'équilibre écologique de la ville qui est remis en cause. L'office d'urbanisme de la ville déclare dans son plan directeur de 1977 que le marais de Boujean est un endroit impropre à la transformation en zone industrielle. L'asphalte et le béton n'ont pas des effets salutaires sur la nappe phréatique de cette zone. Des bâtiments élevés empêchent la circulation de l'air et l'épuration de l'atmosphère de la ville. Les pédiatres de la ville ne constatent-ils pas déjà que les maladies des poumons des enfants deviennent plus fréquentes ?

Année blanche et renouveau :

Parti socialiste (PSV) et
Parti ouvrier populaire (POP)
vaudois en congrès

A une semaine d'intervalle, le 5 et le 13 mai, le PSV et le POP vaudois ont tenu leur congrès. Le PSO y était invité : l'occasion de faire le point.

Pour le PSV, il s'agissait de toute évidence d'un congrès de routine. Le congrès avait certes à se prononcer sur les objets de votations pour le 20 mai, ce qui donna lieu, à propos de l'initiative de Franz Weber pour une justice plus humaine à un sérieux cafouillage, aboutissant

finalement à une courageuse... liberté de vote. Mais à part cela, pas de grands points de discussion. 1984 n'est-elle pas, selon le mot du président du PSV Jotterand, "une année blanche", faute d'échéances électorales ?

Pour le POP vaudois, par contre, son congrès se voulait celui du renouveau, de l'ouverture et de l'affirmation du caractère autogestionnaire du socialisme pour lequel le POP prétend se battre.

Une cinquantaine de délégués, d'une moyenne d'âge de 49 ans, étaient donc réunis le dimanche 13 mai pour participer à ce qui se veut un nouveau départ, après les graves reculs électoraux de leur parti au cours des dernières années.

Signe des temps qu'on ne peut que saluer : pour la première fois depuis son existence (15 ans !), le PSO était invité à assister aux débats.

Ceux-ci, ainsi que le rapport politique ont donc beaucoup insisté sur la volonté de renouveau, qui se traduit en outre par une ouverture accrue à l'égard des autres forces de gauche. On ne peut que se féliciter de cette volonté, qui a déjà permis la présentation d'une candidature de l'Entente populaire contre l'austérité (POP-PSO) à l'élection complémentaire au Conseil d'Etat.

Quant au débat sur l'autogestion, il a révélé, outre une volonté de se débarrasser d'une certaine image discréditée, une confusion encore relativement grande. Entre l'autogestion synonyme de dictature du prolétariat et l'autogestion comme simple consultation des électeurs, la palette est large, et personne ne s'est privé de choisir couleur à son goût.

Pour une bonne part, les actes seront certainement les meilleurs clarificateurs. Une prise de position publique de défense de Solidarnosc, le symbole le plus vivant de l'aspiration des travailleurs polonais à la démocratie et l'autogestion, serait la meilleure preuve que l'autogestion est réellement une pièce maîtresse de la conception du socialisme du POP.

correspondant

Lausanne :

Et une baffe pour la municipalité, une !

La population de Lausanne a donc clairement dit non, par 14 595 non contre 10 568 oui, au projet de démolition de l'immeuble Grand-Saint-Jean 4. Et cela, malgré l'engagement important de la Municipalité cherchant à minimiser l'affaire, malgré le soutien socialiste à ce projet de démolition et malgré l'affiche mensongère publiée par le promoteur.

Après le rejet du plan d'extension de Saint-François-sud, ce nouveau refus montre bien l'opposition de la population lausannoise à la politique actuelle de l'exécutif en matière de logements. Et c'est une victoire importante, car d'autres projets du même type sont actuellement en cours ("pénétrante" ressuscitée de ses cendres, Terreaux, etc.). Le PSO, l'une des forces à avoir lancé le référendum contre la démolition du Grand-Saint-Jean, participera aussi à la lutte contre ces projets en matière d'urbanisme de la Municipalité.



CAMP D'ÉTÉ INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE

Les organisations de jeunesse européennes en solidarité politique avec la IVe Internationale organisent, cet été, un camp international, dans la forêt Noire (RFA). 400 à 450 jeunes sont attendus à ce camp, mis en place par une douzaine d'organisations de jeunesse de toute l'Europe, dont les Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR) de Suisse. Cette rencontre, qui permettra des échanges d'expériences à n'en pas douter fructueux, se tiendra du 21 au 29 juillet.

Mis à part la plage et les palmiers, le camp offre tout ce dont on peut rêver pour passer une bonne semaine de vacances. Chaque jour sera consacré à un thème de discussion particulier. Parmi ceux-ci : la lutte pour la paix à l'Est et à l'Ouest, la solidarité internationale avec le tiers monde et l'Amérique centrale, le combat contre l'oppression des femmes, le racisme, la lutte contre la crise et l'austérité, le socialisme que nous voulons. A chaque thème correspondra une discussion avec des représentants et des invités des mouvements et des organisations concernés. De nombreux groupes de travail permettront aux participant(e)s de débattre plus à fond de questions particulières.

Pour s'aérer les esprits, dénouer les muscles endoloris par les séances et profiter des bienfaits de Phœbus, il n'y aura que l'embaras du choix : piscine, sports divers (d'été aussi, du karaté au football), promenades et excursions, sans oublier la danse, le cinéma, les concerts et les fêtes, bals, ambiance et cotillons. Chaque organisation de jeunesse prend en charge l'une ou l'autre des animations prévues.

Prix du camp par participant(e) : 150 francs, comprenant l'hébergement et la nourriture. Le voyage sera organisé par les JSR à moindres frais. Pour tous ceux et toutes celles que cela intéresse, une seule adresse : Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR) — La Taupe, case postale 858, 1211 Genève 3.

SOMMAIRE

EDITORIAL

Banques et bradage du sol :
Le PSS s'empêtre 1

POLITIQUE

Flocages à l'amiante :
Pour une enquête publique 3

Danger de l'amiante au Tessin :
Le PSO prend les devants 3

Initiative sur l'assurance-maladie
Pas de compromis pourri ! 8

Conseil communal d'Yverdon :
Les écologistes contre les 40 heures 8

Elections communales à La Chaux-de-Fonds :
Suzanne Loup (PSO) élue 8

SOCIAL

Crise du logement à Genève : Il faut agir ! 4

Bâtiment : La mobilisation s'amorce 4

Nettoyeurs de l'Hôpital cantonal de Genève :
Première victoire grâce à la grève 5

Bienne : Mort lente de Maeder-Leschot 5

DOSSIER

République fédérale allemande (RFA) :
L'enjeu de la lutte pour les 35 heures 6-7

Les réticences du SPD et des Verts 7

INTERNATIONAL

SUISSE — AFRIQUE DU SUD :
Botha reçu par les banques et Schlumpf 9

1er Mai en POLOGNE :
Solidarnosc reprend la rue 9

AMÉRIQUE CENTRALE :
L'escalade se poursuit 10

Solidarité Américaine centrale : Tournée de
la Juventud Sandinista : un succès 10

A ÉCOUTER

Mort du véritable "roi du swing" 11

L'ÉVÉNEMENT

Lutte contre les décrets salariaux en ITALIE :
"A la FIAT, le climat a complètement
changé" 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50

une année, env. ouverte . . . 45.—

une année, env. fermée . . . 55.—

une année, étranger (Europe) . 80.—

abonnement de soutien . . . 100.—

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :
La Brèche, 3, rue Chaucrau
1003 Lausanne

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique
vous intéressent :
prenez contact
Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IVe Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Le Pape en Suisse :

PAS D'ACCORD !

L'association "Action contre la visite du pape" organise le samedi 9 juin 1984, à Berne, une manifestation nationale (14h30, sortie de la gare, Neuen-gasse) pour protester contre la visite du Pape et son accueil par le Conseil fédéral.

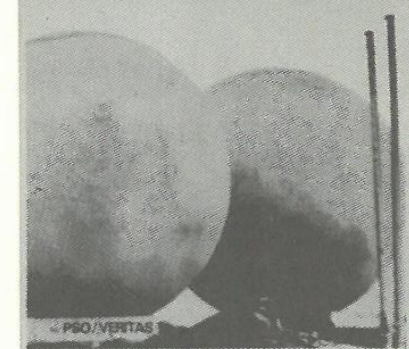
L'association proteste contre la campagne publicitaire faite à cette occasion, contre la réception par le Conseil fédéral in corpore de Jean-Paul II, contre les principes moraux du Pape, contre le dogme de l'infailibilité, contre l'oppression de la femme et contre l'initiative hypocrite "Droit à la vie", contre l'oppression de l'homosexualité et contre le pouvoir politique exercé par le Vatican, ici et dans le tiers monde.

Cette manifestation est soutenue par : Association suisse pour le droit à l'avortement et à la contraception (ASDAC); Union suisse pour décriminaliser l'avortement (USPDA) section Berne; Verein Nottetelefon, Zurich; Association suisse des libres penseurs (ASLP); Union des libres penseurs, Bâle; Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR); Parti socialiste ouvrier (PSO); Jeunesse socialiste suisse (JUSO); Coordination homosexuelle suisse (CHOSE); Organisation pour la cause des femmes (OFRA). S'y associent tous ceux et celles qui participent à l'association.

Eternit:

POISON ET DOMINATION

Une multinationale de l'amiante



Eternit : poison et domination. Une multinationale de l'amiante. Editions Veritas, case postale 355, 8031 Zurich, 1983. 185 pages. Prix : Fr. 24,50. En vente dans nos librairies (22, rue Saint-Léger, 1204 Genève et 8, rue de la Plaine, 1400 Yverdon) et dans nos locaux. Ce livre existe aussi en allemand et en italien. La Brèche a publié sur ce sujet un dossier dans son no 306, du 25 octobre 1983.

Lire nos articles ci-contre (p. 3).

Flocages à l'amiante :

Des études ont incriminé le caractère cancérigène de l'amiante dès les années trente. Les preuves en ont été établies et reconnues par la communauté scientifique vers 1964. Mais on a floqué à l'amiante à tout va de 1936 à 1974. Dans la construction, qui se souciait des dangers de l'amiante ? Qui les connaissait ? On y est bien trop occupé à choisir le matériau le plus isolant pour le moindre coût, ou celui que vous vend l'entreprise qui domine de toute façon le secteur. C'est cela que nous appelons l'anarchie du système capitaliste. La loi du profit, la domination d'intérêts privilégiés mettent sans cesse au premier plan des avantages à courte vue pour quelques-uns, tandis qu'une vraie rationalité globale et surtout le souci de l'intérêt général viennent loin derrière.

C'est entre 1969 et 1971 que les principaux pays industrialisés ont interdit les flocages à l'amiante. En Suisse ce n'est même pas encore interdit à ce jour ! C'est dès 1978 que l'équipe lausannoise de l'Ecole d'architecture et de l'Institut de médecine du travail et d'hygiène industrielle publie ses estimations du nombre de bâtiments contenant des flocages. Les autorités vont-elles faire quelque chose, au moins recenser ces bâtiments, inspecter l'état de ces flocages ? Surtout pas ! Avec ce PSO qui remue cette vase, il doit y avoir aujourd'hui en Suisse des centaines de propriétaires de bâtiments floqués, souvent des administra-

Pour une enquête publique

tions publiques, qui n'espèrent qu'une chose : que cela ne se sache pas, ou si cela s'apprend qu'ils puissent s'en tirer avec quelques petites mesures de rafistolage. Car les vraies mesures d'assainissement, et surtout un déflocage, coûtent très très cher, des sommes de l'ordre de grandeur des coûts de construction. Et comparés à cette dépense, quelle importance peuvent bien avoir tous ces cancers qui ne se manifesteront que dans 20 ou 40 ans ?

Il a fallu que ce soit le PSO qui se charge lui-même de commander une analyse à ses frais pour qu'on s'occupe un peu de trois écoles, de trois bâtiments sur plus d'un millier, et parmi eux combien d'écoles ? Il faut la question d'un conseiller national pour que l'Office fédéral de la protection de l'environnement décide enfin de demander, aux entreprises la liste des bâtiments qu'elles ont floqués. Cette liste existe aujourd'hui. Mais elle ne sera pas publiée.

Il faut lutter pour qu'elle le soit sans délai, pour qu'une investigation exhaustive ait lieu au vu de tous. La lutte pour des vraies solutions ne fait que commencer et nous promet nombre de tentatives d'étouffement et de manœuvres dilatoires de la part des pouvoirs établis.

Le grand dramaturge norvégien Henrik Ibsen a décrit cela mieux que nous saurions le faire dans sa pièce de 1882 *L'Ennemi du Peuple* :

"Le maire : Comme d'habitude tu emploies dans ton rapport des expressions plutôt violentes. Entre autres tu affirmes que ce que nous offrons aux clients de nos bains c'est un empoisonnement chronique.

"Docteur Stockmann : Oui, Pierre. Faudrait-il le nommer autrement ? Rends-toi compte : l'eau du bain est contaminée et l'eau des fontaines est contaminée aussi ! Voilà ce que nous offrons à nos respectables malades qui viennent à nous pleins de confiance et qui paient cher dans le but de guérir leur maux ! (...)

"Le maire : (...) T'es-tu au moins donné la peine d'examiner ce que coûteraient les transformations que tu proposes ? Je me suis renseigné, les dépenses prévisibles s'élèveraient à des centaines de milliers de couronnes. (...)

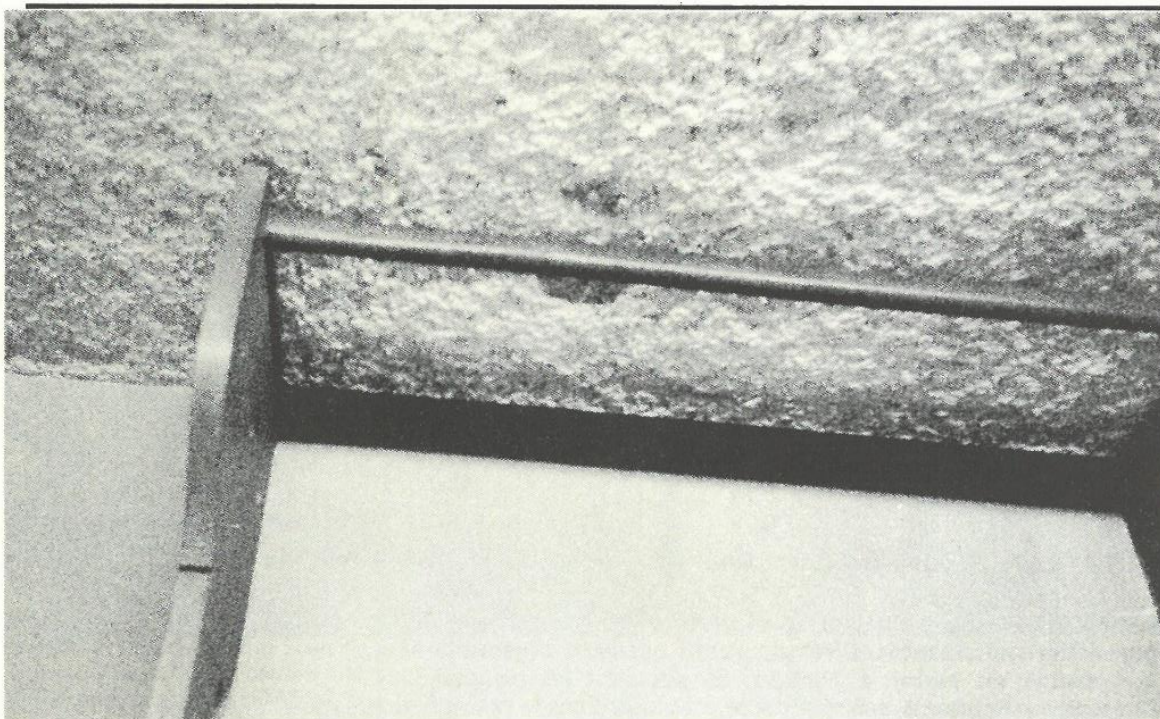
"Le maire : (...) Voilà pourquoi, et pour d'autres raisons aussi, je dois insister auprès de toi pour que ton rapport ne soit pas communiqué à l'administration des bains. Je mettrai moi-même le sujet sur le tapis en temps opportun, et nous ferons tout notre possible, mais en toute discrétion. Mais rien de cette circonstance malheureuse, pas un mot, ne doit parvenir à la commission du public.

(...)

"Le maire (à l'assemblée communale) : (...) La conclusion c'est que la proposition du médecin des bains, outre le fait qu'elle représente une marque de défiance à l'égard des dirigeants de notre ville, revient à charger les contribuables d'une dépense inutile d'au moins cent mille couronnes."

(Nous traduisons de l'édition allemande, Reclam, Stuttgart, 1974)

Henrik Ibsen ne connaissait certainement pas l'amiante et ses dangers. Mais il connaissait bien les bourgeois. R. L.



Plafond d'une salle de classe de l'école de Gerra (Tessin).

Danger de l'amiante au Tessin :

Le PSO prend les devants

L'édition italienne de notre livre *Poison et domination, une multinationale de l'amiante* signalait pourtant que trois écoles de Lugano avaient des plafonds floqués à l'amiante. L'édition italienne parut en octobre 1983 et les médias tessinois, tant les journaux que la radio et la TV, en rendirent largement compte. Et quand bien même les spécialistes n'avaient pas attendu notre livre pour dénoncer dans les flocages l'usage le plus dangereux de l'amiante, les autorités n'esquissèrent pas un geste pour examiner ces écoles de plus près. C'est la section tessinoise du PSO qui prit l'initiative d'aller y prélever des échantillons de flocages et de les faire analyser à ses frais par l'équipe scientifique suisse qui a le plus d'expérience dans le domaine : le service d'expertise de l'Ecole d'architecture de l'EPF de Lausanne associé à l'Institut de médecine du travail et d'hygiène industrielle de l'Université de Lausanne.

En révélant à la presse le 2 mai dernier que les analyses avaient établi la présence d'amiante dans les trois écoles, nos camarades tessinois déclenchaient une petite bombe et forçaient les autorités cantonales et communales à agir.

Officiellement l'industrie a renoncé, volontairement, entre 1972 et 1975 aux flocages à l'amiante. "Floquer" c'est projeter des fibres, mélangées à une colle, en couche sur des plafonds ou des parois dans le but de les isoler contre le feu ou le bruit. Alors que dans l'amiante-ciment il y a 15 o/o d'amiante pris dans du ciment, un flocage c'est quasiment 100 o/o de fibres formant un feutrage mou, grumeleux et friable. Le doigt s'y enfonce, cela se désagrége pour un rien; un crayon lancé au plafond par un gamin, l'installation ou la réparation d'un néon suffisent. C'est une source généreuse de fibres pour contaminer l'air, puis les poumons...

Il doit y avoir au moins un bon millier de bâtiments floqués à l'amiante en Suisse, construits entre 1936 et 1972 environ. Dans notre livre nous avons imprimé une petite liste de ceux que nous connaissions. Pour la Suisse romande :

- le bâtiment administratif de la Ville de Lausanne "Chauderon";
- la tour de 24 Heures, à Lausanne,
- le bâtiment Nestlé, à Vevey;
- le bâtiment de la TV, à Genève.

Nos camarades tessinois ont prélevé en janvier 1984 cinq échantillons des plafonds des salles de classes des écoles de Gerra, Lamberthenghi et Bertaccio à Lugano et commandé le 31 janvier leur analyse. L'analyse datée du 20 mars a coûté 830 francs. Elle a révélé la présence d'amiante chrysotile dans les cinq échantillons "en proportion significative", "probablement quelques dizaines de pour-cent".

Les quatre quotidiens du Tessin, et l'hebdomadaire du PSA (Parti socialiste autonome), ont rapporté

élèves et du personnel des trois écoles.

3. Une information officielle complète du personnel et des parents.

4. L'enlèvement des flocages.

5. Le recensement des bâtiments floqués à l'amiante au Tessin par les services cantonaux qui doivent demander communication de la liste remise par l'industrie à l'Office fédéral de la protection de l'environnement.

Le jour de la conférence de presse, Donato Mottini, secrétaire de la section tessinoise du PSO, demandait au nom du parti une entrevue avec le Conseil d'Etat et la Municipalité de Lugano pour discuter avec ces autorités des mesures qui s'imposent.

Le 14 mai une délégation du PSO rencontrait le conseiller d'Etat (socialiste) Rossano Bervini, chef du Département des œuvres sociales.

Réagissant avec une rapidité étonnante, ce département et la Municipalité de Lugano donnaient mandat en date du 3 mai aux deux instituts associés lausannois qui ont fait l'analyse d'évaluer les risques pour la santé des élèves et du personnel des écoles, de définir les mesures d'assainissement afin d'éliminer les risques pour la santé, et leur demandait d'urgence un avis quant à la possibilité de continuer à occuper les locaux jusqu'à l'achèvement de leur expertise.

22 mai 1984, Robert Lochhead



Photo agrandie d'un des échantillons prélevés au Tessin. Les longues fibres droites sont des fibres de verre. Les fibres courbes et emmêlées sont des fibres d'amiante chrysotile. Largeur de la prise de vue : environ 0,6 millimètres.

Crise du logement à Genève :

IL FAUT AGIR!

La crise du logement dans le canton de Genève a atteint des proportions alarmantes. C'est pourquoi plusieurs organisations ont décidé de passer à l'action, en appelant les principaux intéressés — habitants, salariés — à se mobiliser dans la rue.

La défense des locataires ne doit pas être l'affaire exclusive de certains élus et hauts fonctionnaires de gauche dans l'enceinte feutrée des parlements, des commissions ou des sommets de l'administration ! Il est temps de prendre nos affaires en main...

Le 9 mai, la Fédération des associations de quartiers et d'habitants (FAQH), la Fédération des syndicats chrétiens de Genève (FSCG), le Syndicat des services publics (SSP-VPOD), "Que faire ?", le Centre de contacts Suisses-immigrés, le Ministère protestant dans le monde du travail (MPMT), l'Association de défense des chômeurs (ADC) et le Parti socialiste ouvrier (PSO) ont adressé une lettre au Grand Conseil contenant 7 revendications urgentes ! Parallèlement, nous avons organisé ensemble une conférence de presse et une série d'actions de dénonciation symboliques. Cette campagne unitaire doit déboucher sur une manifestation de rue, samedi 26 mai, à 14h, au Rond-Point de Plainpalais.

Deux grands absents malheureusement : le Parti du travail (attend-il le feu vert du Rassemblement en faveur d'une politique sociale du logement ?) et le Parti socialiste genevois (qui semble miser avant tout sur l'action de son conseiller d'Etat, Christian Grobet). Espérons qu'ils rejoindront tout de même la manifestation.

7 mesures urgentes

Les organisations rassemblées pour la manifestation du 26 mai exigent l'adoption rapide de 7 mesures urgentes :



Démolition d'un immeuble locatif à l'avenue du Mail à Genève.

1. La mise au vote d'ici fin 1984 de deux initiatives que le parlement fait traîner : "Droit au logement" de la FAQH (contre la spéculation, la pénurie de logement et pour un droit de décision des habitants sur les plans d'aménagement) et "Protection des locataires contre les abus dans les congés-ventes" du Rassemblement en faveur d'une politique sociale du logement (pour soumettre les congés-ventes à autorisation de l'Etat).

2. La prolongation de la subvention et du contrôle des loyers au-delà des 10 ou 20 ans prévus respectivement pour les logements HCM et HLM. En effet, une grande partie des appartements subventionnés ont été construits au cours des années soixante et entrent actuellement dans le marché libre. Une initiative déposée en 1973 et adoptée depuis belle lurette exigeait déjà cela... Le Grand Conseil ne s'est pas encore décidé à légiférer !

3. L'augmentation de la "subvention à la pierre" (à la construction de logements sociaux). Refus de la voir remplacer par "l'aide à la

personne" qui cache en réalité une volonté de réduire le volume global de l'aide publique au logement social. Les partisans de "l'aide à la personne" n'ont en fait qu'une seule obsession : que les salariés acceptent de consacrer jusqu'à un tiers de leur revenu au logement; en-dessous de ce seuil, aucune aide ! (Le taux d'effort maximum aujourd'hui préconisé pour les HLM est de 18 o/o; dans la réalité il est déjà dépassé !)

4. La déduction du revenu imposable, de la part du loyer qui dépasse le 15 o/o de ce revenu. Les partisans de "l'aide à la personne" y trouveront certainement l'occasion d'épancher leur générosité...

5. L'interdiction d'implanter un seul bureau supplémentaire dans des immeubles d'habitation. Surtout quand on pense que parmi ces "bureaux", il y a des centaines de "Sociétés Immobilières" dont l'activité essentielle vise précisément à spéculer sur le sol et donc à faire monter les loyers.

6. La garantie de la gratuité du Tribunal des baux et loyers (juri-

diction spéciale introduite en 1977 et qui permet aux locataires de défendre leurs droits). Un projet de loi déposé devant le Grand Conseil vise à rendre cette justice payante, afin de dissuader les recours trop nombreux.

7. L'accélération de la procédure en vue de l'adoption d'un projet de loi sur le contrôle des zones industrielles. L'Etat doit disposer d'un droit de préemption et d'expropriation sur toute la zone industrielle. Concrètement, un tel droit permettrait aujourd'hui d'exproprier les terrains de Charmilles, Hispano ou Fiat à la rue de Lyon pour 150 francs le m² ! Ces entreprises veulent bien sûr abandonner leur implantation en ville pour réaliser de bonnes affaires immobilières, tout en réduisant leurs activités industrielles; une telle expropriation ne les arrangerait pas du tout ! Songeons aussi à la tête que feraient les promoteurs qui ont déjà déposé des autorisations préalables de construire sur ces terrains en escomptant un déclassement...

correspondant Genève

Bâtiment :

La mobilisation s'amorce

Le 12 mai passé avait lieu, à Berne, la conférence professionnelle nationale de la FOBB, qui décidait du cahier des revendications et des actions à entreprendre en vue du renouvellement du contrat collectif (CCT) national des maçons et manoeuvres de ce pays. Rappelons que cette lutte contractuelle se déroule dans des circonstances particulières. En effet la FOBB (Syndicat du bâtiment et du bois) a dénoncé ce CCT avant échéance, pour le 1er juin, afin de marquer ainsi sa désapprobation du refus patronal de payer la pleine compensation du coût de la vie. A la veille du renouvellement du principal CCT du secteur du bâtiment, le syndicat de la construction a ainsi volontairement renoncé à la paix du travail. C'est nouveau et important dans le contexte suisse. Notre camarade Urs Zupping, qui est aussi membre du Comité central de la FOBB, a assisté à la Conférence nationale du 12 mai en tant qu'invité. La Brèche lui a demandé de donner son appréciation de la situation.

Urs Zupping : Le 18 février dernier, lorsque les 250 délégués de la précédente Conférence professionnelle ont décidé la dénonciation du CCT, j'étais à la fois content et inquiet. Content, parce que cette décision était la seule réponse correcte à la politique vraiment provocatrice de la Société suisse des entrepreneurs (SSE); inquiet, parce que personne ne pouvait dire comment la FOBB allait se comporter dans cette nouvelle situation. Sera-t-elle capable de dépasser la routine et l'activité syndicale réduite du régime de la paix du travail ?

Ce qui s'est passé depuis lors m'a plutôt "déçu en bien" !

La Brèche : Qu'est-ce qui est arrivé, pratiquement ?

— Plusieurs centaines de travailleurs ont participé au début du

mois d'avril à un collage d'affiches organisé dans toute la Suisse. Et lors du 1er Mai de cette année, même les médias ont dû constater que les tronçons de la FOBB étaient particulièrement fournis et originaux. A Zurich, le cortège officiel a été précédé d'une manifestation locale de 300 maçons et manoeuvres devant le siège de la SSE. La Conférence professionnelle du 12 mai était aussi très combative.

*** Peux-tu donner à ce sujet quelques précisions ?**

— D'abord il faut souligner la très bonne participation. Peu de délégués manquaient à l'appel. De plus, on a pris des décisions importantes :

— A l'unanimité il a été décidé de refuser toute exigence patronale de négociations secrètes ou d'arrêt

des mobilisations ouvrières.

— Le cahier de revendications a été amélioré au cours de la conférence et comporte finalement 11 points généralement valables (voir encart).

— La délégation aux pourparlers a été renforcée par un apprenti, membre actif du groupe d'intérêt de la jeunesse, et par Hans Baumann, l'économiste du syndicat.

De plus il a été décidé que les sections mèneront autour du 1er juin des actions publiques pour marquer la fin de la validité de la paix du travail pour la FOBB. Le

26 juin, la FOBB manifestera devant l'assemblée nationale des délégués de la SSE, et le syndicat veut donner à cette manifestation la forme d'une première grève d'avertissement.

*** A t'entendre, on dirait que tout baigne dans l'huile...**

— Je ne veux surtout pas donner l'impression qu'il n'y a plus de problèmes ! En réalité on se trouve au début d'une confrontation, dont personne ne peut prédire l'issue. Pour réussir, la FOBB doit venir à bout de beaucoup de difficultés. Dans une organisation de plus de

100 000 membres et 61 sections, les possibilités de blocages sont nombreuses. La mobilisation est encore très inégale entre les villes et la campagne ou entre les régions romandes et la Suisse allemande. Le 12 mai rien n'a été décidé pour cet automne. Les responsables nationaux ne veulent pas voir trop loin. Or, les pressions patronales ne commenceront véritablement que cet été. A ces difficultés internes au syndicat, il faut ajouter que, dans le bâtiment, on doit toujours compter avec le statut de saisonnier. Sera-t-il possible de mobiliser ces travailleurs au statut précaire ?

Cela dit, je constate que la dynamique qui se développe dans la FOBB est positive et qu'il faudra tout faire pour que l'activité se poursuive dans ce sens !

Les revendications de la FOBB

1. Paiement du solde de la compensation du coût de la vie de 1983.
2. Compensation automatique des salaires par rapport au seul critère du coût de la vie.
3. Réduction de la durée de travail à 40 heures.
4. Paiement intégral du temps de déplacement.
5. Amélioration des indemnités journalières en cas de maladie.
6. Elargissement du champ d'application de la CCT, notamment aux apprentis.
7. 5e semaine de vacances pour tous ou une semaine de formation par année pour chaque travailleur.
8. Meilleure réglementation de l'indemnité en cas d'intempéries.
9. Introduction du salaire mensuel.
10. Suppression de toute restriction en matière de 13e salaire.
11. Remplacement de l'actuelle "commission de surveillance" de la CCT par une commission de conciliation.



Interfoto

Nettoyeurs de l'Hôpital cantonal de Genève :

PREMIÈRE VICTOIRE GRÂCE À LA GRÈVE



Les nettoyeurs au sortir d'une assemblée de grève.

De nouveau les nettoyeurs sont le point de mire de la direction de l'Hôpital ! On se souvient qu'à fin 1982, la direction avait tenté de réorganiser les horaires en diminuant le temps de pause réglementaire. Ce n'est qu'après une longue lutte que les nettoyeurs avaient réussi à préserver une grande partie de leurs acquis.

Mais, fin 1983, la direction revient à la charge pour restructurer ce même service : sur les 177 postes permettant d'assurer le nettoyage entre 4h et 11h45, elle veut dégager 36 postes pour un travail exclusivement de nuit et 20 postes pour des équipes exclusivement de jour; en plus, elle veut faire nettoyer des surfaces supplémentaires (cuisine, buanderie, quai des marchandises, etc.) sans augmenter les effectifs.

Des briseurs de grèves radicaux et irresponsables

Samedi matin, la direction fait venir une entreprise de nettoyage privée qui entre dans l'Hôpital escortée de plusieurs dizaines de policiers. Cependant, la moitié de ces employés, voyant le rôle de briseurs de grève qu'on leur fait jouer, ont refusé le travail. Un peu plus tard, le président du Parti radical, le professeur Peter Tschopp, accompagné des femmes et de la jeunesse radicales, est venu présenter ses services à M. Krebs.

Ces bénévoles, briseurs de grève, ainsi que le service de nettoyage privé ont, par leur méconnaissance de l'Hôpital, pu mettre en danger les malades (non-respect des mesures d'hygiène élémentaires responsable de la diffusion des microbes dans tout l'Hôpital).

C'est donc bien la direction qui fait preuve d'irresponsabilité en cautionnant ces interventions, et non pas les nettoyeurs grévistes qui ont en tout temps assuré les nettoyages indispensables.

Lundi matin, l'assemblée générale des nettoyeurs décide de reprendre immédiatement le travail si les garanties suivantes sont données : retrait de toutes propositions d'horaire de nuit; engagement d'effectifs supplémentaires en cas d'augmentation de la surface à nettoyer; aucune représaille à l'égard des grévistes; assurance du Conseil d'Etat qu'il s'opposera à la privatisation de la centrale de nettoyage de l'Hôpital cantonal; entrée en matière sur les propositions des nettoyeurs.

Ce n'est qu'à la suite de la rencontre entre le Conseil d'Etat et une délégation des nettoyeurs et des syndicats où les autorités ont fait d'importantes concessions que l'assemblée de grève du mardi matin a décidé de suspendre la grève et de reprendre immédiatement le travail.

Ces concessions, le Conseil d'Etat a dû les faire, alors que son projet est cependant clair sur le fond. Comme les patrons privés, il cherche à introduire le travail de nuit, à intensifier les rythmes de travail (en augmentant la surface à nettoyer sans engager du personnel supplémentaire), à faire exécuter certains travaux par des entreprises n'utilisant que du personnel temporaire travaillant dans les conditions les plus précaires (tentative de privatisation du service de nettoyage) et à restreindre les libertés syndicales. Ce projet s'est cependant heurté à la résistance des nettoyeurs.

Libéraux et radicaux obligés de reculer

La direction de l'Hôpital et les bourgeois du Conseil d'Etat avaient opté pour une ligne dure. Krebs, directeur de l'Hôpital, et Vernet, conseiller d'Etat, affirmèrent et réaffirmèrent qu'ils ne reviendraient plus sur la décision d'introduire le travail de nuit et sur leur refus d'augmenter les effectifs. Cette intransigeance, ils l'ont également manifestée pratiquement, en envoyant des travailleurs d'une entreprise privée, entourée de plusieurs dizaines de flics, pour briser la grève; et en recourant aux troupes de choc (femmes et jeunes radicales dirigées par le président Tschopp) du Parti radical, champion de la privatisation et des briseurs de grève.

Pourtant cela n'a pas suffi. Libéraux et radicaux ont dû reculer. Le Conseil d'Etat a en effet été obligé d'ouvrir des discussions durant la grève, de garantir qu'il n'y aurait pas de représailles contre les grévistes, de suspendre les propositions de la direction de l'Hôpital concernant l'horaire de nuit et d'ouvrir des négociations sans préalable.

Ainsi, la grève de cinq jours des nettoyeurs — un événement rare dans l'histoire des services publics en Suisse — a permis de mettre à genoux la direction de l'Hôpital cantonal, le conseiller d'Etat Vernet et la politique libérale-radical.

Les nettoyeurs admettent qu'il est nécessaire d'améliorer la propreté de l'Hôpital pendant la journée. C'est pourquoi ils ont présenté des contre-propositions à la direction allant dans le sens d'une meilleure organisation du travail.

Sans discussion préalable sérieuse entre la direction et les nettoyeurs et les syndicats, M. Krebs, directeur général de l'Hôpital, annonce le jeudi avant Pâques que les horaires proposés par la direction vont entrer en vigueur le 1er juin. Nettoyeurs et syndicats s'organisent alors et décident, devant l'intransigeance de la direction, de déclencher un mouvement de grève dès le jeudi 10 mai, en assurant le nettoyage dans les services où il est indispensable pour leur fonctionnement (urgences, bloc opératoire, etc.).

LE PSO EN PREMIÈRE LIGNE DANS LE SOUTIEN

Le PSO apporte son soutien inconditionnel à la grève des nettoyeurs de l'Hôpital Cantonal Universitaire contre la restructuration de l'horaire avec introduction du travail de nuit. Si le travail de nuit est indispensable pour offrir des soins de qualité dans les secteurs soignants, cet argument ne peut en aucun cas être invoqué pour les travaux de nettoyage. Et en effet, la direction justifie ce changement d'horaire uniquement par la nécessité de rationaliser ce service, une mesure qui doit permettre de faire nettoyer une surface plus grande avec le même effectif. Ce motif est d'autant plus scandaleux que le Conseil d'Etat vient d'annoncer un "boni" de 51 millions pour 1983 et qu'il a suffisamment d'argent pour engager le personnel nécessaire. Alors que même l'OFIANT est en train de reculer en ce qui concerne le travail de nuit pour les femmes de l'horlogerie, Monsieur Krebs fait un travail de pionnier dans le domaine de la dégradation des conditions de travail du personnel hospitalier.

Pour mener à bien cette politique, il s'attaque également par tous les moyens aux droits syndicaux, une attitude que nous dénonçons avec vigueur.

Enfin, cette attaque montre avec toute la clarté nécessaire, que le Conseil d'Etat attaque de plus en plus ouvertement les conditions de travail du personnel de la fonction publique, en commençant par les basses classes salariales. Pour soutenir les revendications des nettoyeurs, il est donc indispensable de participer massivement au mouvement de la fonction publique.

Pour concrétiser sa solidarité, le PSO a décidé de verser 200 francs pour soutenir cette grève des nettoyeurs.

PSO Genève

Une lutte exemplaire

Cette grève a été, sous plusieurs aspects, exemplaire. Elle a été suivie par une très large majorité des nettoyeurs; les deux syndicats (Syndicat suisse des services publics / SSP-VPOD et Confédération romande du travail / CRT) ont travaillé unaniment. En outre, la grève a été dirigée par un comité de grève, composé de nettoyeurs et de repré-

sentants syndicaux, fonctionnant de manière parfaitement démocratique, avec une assemblée générale à 4h30 le matin et une autre à la fin de la journée de travail, vers 11 heures. Enfin, un excellent travail de popularisation de cette lutte a été fait dans l'ensemble de l'Hôpital. Il a permis de récolter de nombreuses déclarations de soutien, d'organiser une souscription et de réunir une assemblée du personnel

hospitalier. En lien avec le comité de soutien, une manifestation publique d'un millier de personnes a été organisée devant l'Hôpital cantonal.

C'est cette lutte et son organisation qui ont rendu possible l'établissement d'un rapport de forces favorable aux travailleurs, qui a permis de contrecarrer la politique bourgeoise. Et non pas l'une ou l'autre intervention parlementaire de tel ou tel député du Parti socialiste ou du Parti du travail, dont les groupes parlementaires ont du reste été complètement désemparés après l'acceptation de la motion radicale demandant la privatisation du service de nettoyage.

La guerre n'est pas encore gagnée

Le succès de cette grève ne représente toutefois qu'une première victoire. La direction de l'Hôpital et le Conseil d'Etat reviendront certainement à la charge, tenteront de diviser les travailleurs et les syndicats. Il faut donc être vigilant face à toutes les manœuvres de division et négocier en sachant que le rapport de forces penche actuellement du côté des travailleurs.

Par ailleurs, si la question de la privatisation ne se pose pas dans l'immédiat, elle reviendra sur le tapis, probablement en passant par la petite porte, celle des travaux nouveaux ou spéciaux attribués à des entreprises privées.

Mais cette grève et cette première victoire des nettoyeurs constituent aussi un renfort substantiel pour le Mouvement de la fonction publique. En retour, participer activement à l'assemblée générale de ce Mouvement, se mobiliser massivement autour de sa plate-forme revendicative est certainement le meilleur moyen de soutenir la lutte des nettoyeurs.

Andreas Saurer

Bienne :

MORT LENTE DE MAEDER-LESCHOT

Dans la plus grande discrétion, Thomke et Lang, tous deux à la tête du trust IHS (ASUAG-SSIH), liquident Maeder-Leschot, entreprise de boîtes de montres, installée dans des locaux modernes à Bienne. En 1978, cette entreprise occupait encore 140 travailleurs. Aujourd'hui les 50 restants se voient contraints au chômage partiel allant de 40 à 60 o/o.

Cherchant à tout prix à exporter la production des boîtes de montres, Lang et Thomke ont organisé la débâcle de Maeder-Leschot. En 1983, Lang alors grand concurrent dans la boîte de montres, rachète la majorité de Maeder-Leschot. Il passe également à la direction du groupe IHS. En octobre de la même année, 60 travailleurs sont licenciés de Maeder-Leschot. Dans cette vague de licenciements, les dix cadres déterminants pour la production sont liquidés et non remplacés. Depuis, l'entreprise cahote totalement. Lang qui s'est placé comme intermédiaire distribue les commandes au compte-gouttes.

Thomke et Lang veulent la mort de l'entreprise. Ils ont choisi la mort lente de Maeder-Leschot afin d'arriver à leur fin sans opposition. Cette stratégie de sabotage d'usine que nous rencontrons également dans les cas d'Omega et Longines, doit être dénoncée. On ne doit pas se contenter de phrases prometteuses et rassurantes. Les emplois sont en danger, il faut agir.

Nous demandons que les emplois soient maintenus chez Maeder-Leschot, que les acquis salariaux et sociaux soient sauvegardés. Pour cela Thomke et Lang doivent mettre fin au sabotage de cette

entreprise moderne installée à Boujean.

Alors que la Municipalité s'apprête à verser 11 millions dans les poches patronales pour aménager et polluer les Champs de Boujean, dans l'attente d'hypothétiques emplois, il nous paraît plus conséquent de tout entreprendre pour sauver des emplois encore existants, plutôt que d'utiliser l'argent des contribuables pour de fantomatiques promesses.

PSO, Bienne

P.S. : Nous venons d'apprendre que 100 à 120 travailleurs d'Oméga, à Cortébert, ont été mis au chômage complet pendant 15 jours. Visiblement, on se dirige lentement mais sûrement vers la fermeture de l'entreprise, dont l'accord signé par la FTMH au mois de mars ne dit mot. Un trou de plus à ce texte en forme de passoire...

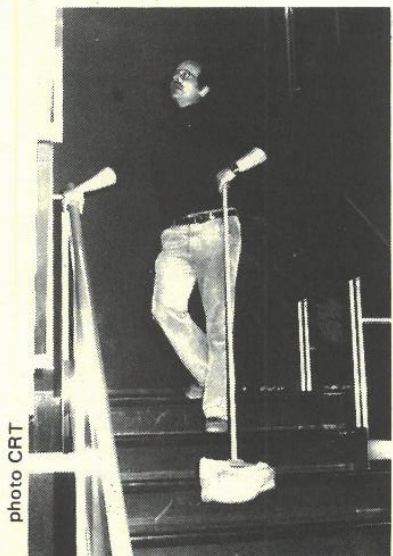


photo CRT

Tschopp, président des radicaux briseurs de grève. Pas besoin de se forcer pour avoir l'air manche.

Depuis fin février, l'industrie métallurgique d'Allemagne fédérale ne connaît plus l'obligation de paix du travail; depuis fin mars, le petit syndicat de l'imprimerie et du papier (IG Druck und Papier, ci-dessous IGDP) a aussi les mains libres pour entrer en grève.

LE MOUVEMENT DE GRÈVES COMMENCE DANS LA MÉTALLURGIE...

Dans la métallurgie, un mouvement de grèves d'avertissement, organisé par le syndicat de la branche (IG Metall, ci-dessous IGM), a commencé depuis le 13 mars. Son but était d'accompagner les négociations avec le patronat. Certaines entreprises entrèrent pour une heure ou deux en grève; ailleurs, le personnel de plusieurs entreprises a participé à des manifestations ou des rassemblements publics. L'un des moments forts de ce mouvement de grèves d'avertissement organisé par l'IGM se déroula les 5 et 6 avril. Le 5 avril, 132 000 métallurgistes participèrent, dans toute l'Allemagne fédérale, aux grèves d'avertissement; le cœur du mouvement était en Allemagne du Nord. A Hambourg, 14 000 métallurgistes de 48 entreprises "testèrent" la journée de 7 heures, en partant une heure plus tôt du travail. 7000 d'entre eux participèrent, avec les travailleurs de l'imprimerie en grève, à une manifestation. Le 6 avril, jour de la première rencontre entre syndicat et patronat, l'IGM mobilisa 90 000 travailleurs dans le seul Bade-Württemberg; au niveau national, 135 000 métallurgistes firent une courte grève. Il s'agissait aussi de dire "7 heures nous suffisent aujourd'hui". Cette revendication de la journée de 7 heures fut surtout mise en pratique, par près de 90 o/o du personnel, dans les ateliers des grandes entreprises automobiles Daimler-Benz et Porsche.

... ET DANS L'INDUSTRIE GRAPHIQUE

Depuis le 14 mars, des "actions spontanées" se déroulent aussi dans l'industrie graphique. Officiellement, le syndicat ne pouvait appeler à ces actions; elles n'ont cependant cessé de se multiplier, dans le cadre de sa "tactique de grève flexible". L'IG Druck und Papier (IGDP) est un petit syndicat (regroupant actuellement environ 145 000 membres), fortement touché par l'introduction de nouvelles technologies dans l'industrie graphique et par le recul de l'emploi dans la branche, qui a cependant su développer son degré d'organisation, traditionnellement élevé (plus de 53 o/o des travailleurs sont syndiqués).

Depuis les grandes grèves de l'imprimerie de 1977 et 1978, il passait pour un syndicat financièrement trop faible pour mener un mouvement de grèves important. En recourant à la tactique des grèves tournantes, il s'est cependant hissé au premier rang de la lutte pour les 35 heures. Des dizaines de milliers de travailleurs et de travailleuses de l'imprimerie ont pris part, nationalement et dans plus de cent entreprises, à des grèves d'avertissement. De nombreux journaux ne purent paraître, ou alors avec retard et une pagination réduite. Lors de la journée d'action de l'IGM dans le Nord, les journaux du grand trust de presse réactionnaire Springer, et plus particulièrement sa feuille à scandales *Bild*, avaient disparu des kiosques d'Allemagne du Nord.

UNE ÉPREUVE DE FORCE POLITIQUE

Pour les syndicats en RFA, le fond de l'air est frais. Les effets de la crise économique mondiale de 1979-1982 et de la politique menée par le gouvernement de droite de Kohl ont fait voir, même à une partie de la bureaucratie syndicale sociale-démocrate, qu'il fallait répondre au tournant réactionnaire du gouvernement par un tournant combatif du mouvement syndical, si les syndicats ne voulaient pas être condamnés à l'impuissance.

Alors que dans tous les pays de la Communauté européenne le nombre des chômeurs inscrits est passé de 4,6 millions en 1975 à 12,6 millions environ en 1983, ce triplement du nombre de chômeurs s'est fait en trois ans seulement en RFA. Les chiffres officiels du chômage passent de 889 000 en 1980 à 2 350 000 en 1983. Durant ces années de crise, on assiste aussi à l'application massive de la micro-électronique dans les entreprises et les bureaux d'Allemagne fédérale; par ce seul fait, on estime que jusqu'en 1990, 3 à 4 millions d'emplois disparaîtront. Les directions syndicales, habituées à plus d'une décennie de collaboration avec "leur" gouvernement, sont choquées par l'offensive gouvernementale; non seulement à cause de ses conséquences sociales (la politique d'austérité du gouvernement a déjà coûté, depuis 1982, plus de 176 milliards de Deutsche Mark — soit environ 140 milliards de francs suisses — à la masse des salariés), mais surtout par la volonté de confrontation politique avec les syndicats qu'elle manifeste.

LA CONTRE-STRATÉGIE DU GOUVERNEMENT KOHL

Tous les représentants du capital parlent actuellement de la reprise, expliquent qu'elle est là, qu'il faut l'accélérer, que la crise est derrière nous, que rien de particulier ne s'est passé durant ce temps, que le chômage va de nouveau diminuer. Cette propagande vise directement la revendication de la semaine des 35 heures. Selon ces messieurs, tout dépendrait des syndicats : soit ils renoncent aux revendica-



République fédérale allemande (RFA) :

L'ENJEU DE LA LUTTE POUR LES 35 HEURES

Aucun autre pays d'Europe occidentale n'aura vu la revendication de réduction radicale du temps de travail sans diminution de salaire prendre une place aussi centrale dans la lutte contre l'austérité et le chômage. Partie un peu cabin-caba, entre autres à cause de la division syndicale, la lutte pour la semaine de 35 heures est aujourd'hui lancée. Le syndicat de la métallurgie (l'IG Metall), après avoir obtenu plus de 80 o/o d'avis favorables lors d'une votation syndicale à la base dans les régions de Hesse et du Württemberg, a déclenché des grèves dans une série d'entreprises. Le patronat allemand, dont la machine de propagande et de division des rangs ouvriers tourne à plein régime, recourt déjà régionalement au lock-out.

C'est dire l'importance de l'enjeu de la lutte pour les 35 heures, qui justifie pleinement que nous lui consacrons un dossier de La Brèche. Ce dossier a été réalisé par Peter Bartelheimer, membre de la direction du GIM (Gruppe Internationalen Marxisten, section allemande de la IVe Internationale). Les militants du GIM sont à l'heure actuelle aux avant-postes de la lutte pour les 35 heures. Leur journal, Was Tun, est passé hebdomadaire à cette occasion et tire entre 15 et 20 000 exemplaires.

tions "déraisonnables" et alors tous les problèmes seront réglés par les "lois du marché". Soit ils luttent pour des revendications "radicales" comme la réduction du temps de travail; alors la reprise ne durera pas et il y aura d'autant plus d'emplois menacés. Cette propagande ne reste pas sans effets dans les entreprises.

Mais le gouvernement ne fait pas que de la propagande. Il s'est déjà placé du côté des capitalistes par une série d'initiatives légales. Une nouvelle loi prévoit que dans les cinq prochaines années, les travailleurs et les travailleuses âgés de 58 ans et plus pourront cesser le travail en recevant 65 o/o de leur dernier salaire brut (à l'exception des petites entreprises employant moins de 20 personnes). Dans ce but, les patrons recevront une subvention équivalente aux 35 o/o de cette retraite anticipée. Les services publics ne sont pas concernés par cette loi, qui joue un rôle central dans la stratégie de négociation du patronat et dont le but est de diviser les syndicats. La "solution de rechange" patronale à la réduction du temps de travail réside ainsi dans une amélioration volontaire des retraites anticipées, dont cependant bien peu de salarié(e)s peuvent vivre.

Dans la stratégie du patronat, on trouve aussi un projet de loi "pour le développement de l'emploi" qui de fait soutient les efforts des patrons pour créer des emplois sous-payés et précaires : il donne la possibilité légale de recourir davantage au travail à temps partiel, aux contrats de courte durée, aux contrats de louage du personnel et de

diminuer la protection légale des jeunes et des travailleurs malades.

C'est donc le gouvernement — et non pas le mouvement syndical — qui a politisé le conflit. Aujourd'hui, la société allemande est profondément divisée par les 35 heures : la lutte pour cette revendication est devenue une épreuve de force centrale entre le mouvement ouvrier et le gouvernement du capital.

LA DIVISION DES SYNDICATS

Dès avant le début de la lutte pour les 35 heures, l'unité formelle des fédérations syndicales du Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB, Confédération syndicale allemande) a volé en éclats. Cette profonde division du mouvement syndical est l'hypothèque la plus lourde pesant sur la lutte.

Huit fédérations syndicales se sont alliées dans la lutte pour les 35 heures : à part l'IGM et l'IGDP, on y trouve les syndicats du commerce, des banques et des assurances (HBV); de la poste; du bois et des matières synthétiques; de l'horticulture, de l'agriculture et de la sylviculture; ainsi que le syndicat de l'enseignement (GEW). Le syndicat des services publics, des transports et communications (ÖTV), qui avec 1,17 million de membres est la deuxième fédération du pays, s'est déclaré, après un long débat lors de sa conférence nationale du 11 avril, favorable à la semaine de

35 heures et solidaire de l'IGM.

De l'autre côté, on trouve cinq fédérations syndicales qui rejettent publiquement cette solidarité : celle du bâtiment, de la pierre et de la terre (IGBSE); celle des mineurs; de la chimie; du textile, de l'habillement; et celle de l'alimentation et de la restauration. Ces cinq se sont décidées de bonne heure pour des négociations avec le gouvernement et les patrons portant sur la réglementation des retraites anticipées. Elles cherchent ainsi à obtenir une amélioration des propositions concernant cette retraite.

Toutefois une autre division menace la mobilisation syndicale, y compris dans les rangs de l'IGM. La loi réactionnaire sur les entreprises de 1952 a permis d'y diviser la représentation ouvrière : d'un côté il y a le conseil d'entreprise (Betriebsrat), élu par tout le personnel (organisé et inorganisé) et qui jouit des dispositions légales de la cogestion, tout en étant tenu à la paix du travail. De l'autre, il y a le corps des hommes de confiance (délégués) syndicaux, élus par les seuls syndiqués. Certes, les fédérations syndicales du DGB fournissent entre 80 et 90 o/o de tous les conseils d'entreprise; mais dans les grandes entreprises, on a vu s'établir des formes particulières de "collaboration entre partenaires sociaux", entre les "princes des conseils d'entreprise" et les patrons. Cette collaboration est aujourd'hui un gros obstacle à la mobilisation des grandes entreprises par l'IGM.

LE DÉBUT D'UNE RÉORIENTATION

Dans ces conditions difficiles, on ne saurait suffisamment souligner le fait que la lutte pour les 35 heures peut être le point de départ d'une nécessaire réorientation de la politique syndicale.

Pour la première fois, plusieurs grandes fédérations syndicales luttent pour un objectif commun, au lieu de se battre chacune jalousement pour leur autonomie. Et pour la première fois aussi, une grande partie du mouvement syndical combat pour une revendication qui rompt avec la logique du système capitaliste.

L'introduction immédiate de la semaine de 35 heures est justifiée par l'objectif de créer ainsi jusqu'à 1,5 million d'emplois dans toute l'Allemagne fédérale. Par le biais des retraites anticipées à partir de 58 ans, on ne libérerait par contre qu'un peu plus de 27 000 emplois par an. Car l'augmentation des cadences est telle que l'on trouve quasiment plus de travailleurs âgés dans la métallurgie (les incapacités de travail ont fait descendre la moyenne d'âge effective des salariés(e)s qui sortent de la vie active à 58 ans en 1982 déjà).

Pour la première fois aussi on trouve dans le matériel d'agitation, en particulier dans celui de l'IGM, des accents anticapitalistes. On y explique ainsi que, compte tenu de la révolution technologique, il n'y aura pas de nouveau "miracle économique" : la "reprise" promise par le gouvernement et les patrons ne fera pas baisser le taux de chômage; et une croissance économique dans les conditions actuelles ne fera qu'accroître la catastrophe écologique.

COMMENT LA LUTTE FUT PRÉPARÉE

C'est bien la première fois dans son histoire que l'IGM ne fait pas seulement que "s'installer" dans un conflit, car cette fois, contrairement au passé, la mobilisation n'est plus simplement garantie par la discipline syndicale. La pro-

Durcissement du conflit et limites de la tactique de l'IG Metall

Contacté téléphoniquement, Peter Bartelheimer nous a confirmé le durcissement visible du conflit au début de la deuxième semaine de grève. L'IG Metall avait commencé par mettre en grève 13 000 métallos dans 14 usines dans la région de Stuttgart. Ces usines, soigneusement choisies, sont des sous-traitantes de l'industrie automobile, qui ne dispose que de peu de stock de pièces. Le patronat a répliqué de deux manières : d'une part en mettant au chômage technique 100 000 ouvriers, d'autre part en procédant au lock-out des travailleurs de la métallurgie de la région de Stuttgart (Bade-Württemberg). Le gouvernement est, évidemment, venu au secours des patrons, en refusant d'indemniser les travailleurs mis au chômage technique.

Face à cette attitude dure du patronat, la réponse de l'IG Metall fut d'étendre, avec la même tactique, la grève à la Hesse (région de Francfort) et d'appeler à une marche nationale sur Bonn. Sans cependant généraliser la grève à d'autres régions, ni passer de la grève passive à d'autres formes plus actives, tout en laissant les travailleurs mis au chômage technique et les "lock-outés" livrés à eux-mêmes. Il y a cependant eu quelques exceptions positives : dans l'entreprise SEL, à Stuttgart, une manifestation de 2000 travailleurs "lock-outés" s'est tenue dans l'entreprise. Dans une des usines de Daimler-Benz, à Sindelfingen (33 000 travailleurs), le conseil d'entreprise a déclaré la grève pour court-circuiter la décision patronale du lock-out. Enfin, le président du conseil d'entreprise d'Opel de Rüsselsheim, Richard Heller a déclaré, devant 3000 membres des piquets de grève que l'on "peut aussi faire la grève derrière les portes de l'entreprise, comme chez Citroën en France", ce qui va clairement dans le sens de l'occupation. Par ailleurs, l'attitude patronale a, régionalement, ressoudé les rangs syndicaux. La grève générale régionale de la métallurgie de quelques heures, le mardi 23, dans le Bade-Württemberg est ainsi soutenue de fait par tous les syndicats.

La lutte a pris un tour plus dur encore dans l'imprimerie. Des piquets de grève, essentiels pour bloquer la parution des journaux, ont été attaqués. A Stuttgart et Offenbach, des véhicules ont été utilisés pour les forcer, provoquant des blessés, certains grièvement. La pression pour étendre le mouvement (qui toucha 100 entreprises durant plus de 3 jours avant le week-end du 20 mai) se fait plus forte à la base.

nirent les modifications à apporter à l'organisation de la production et au fonctionnement des machines. Ils préparèrent des actions visant à empêcher que le patron ne compense une future réduction du temps de travail par une simple augmentation des rythmes de travail. Ils menèrent aussi des actions spectaculaires pour faire connaître largement le résultat de leurs travaux (par exemple en installant des chaises vides, représentant tous les collègues licenciés ces dernières années, durant les assemblées d'entreprise).

- * Pour soutenir ce travail de mobilisation, l'IGM organisa nationalement une consultation sur le lieu de travail, à laquelle participèrent plus de 600 000 métallurgistes.

- * Pour la première fois, dans les entreprises ou dans les quartiers, des assemblées syndicales furent organisées.

- * Avec le soutien de l'IGM et — trop — souvent contre la volonté des membres du conseil d'entreprise de l'IGM attachés à la collaboration entre partenaires sociaux, les heures supplémentaires ont été refusées, permettant ainsi de nouvelles embauches.

- * Pour la première fois aussi, les syndicats ont repris

Les réticences du SPD et des Verts

Sous la pression de la mobilisation syndicale, les deux partis de l'opposition parlementaire, la sociale-démocratie (SPD) et les "Verts", ont laissé tomber leur scepticisme initial à l'égard des 35 heures et se sont déclarés solidaires de la lutte de l'IG Metall et des autres syndicats pour cet objectif.

Le SPD a mis longtemps pour passer du soutien au programme de gouvernement ouvertement bourgeois de Helmut Schmidt à sa nouvelle position politique de parti d'opposition. Mis sous pression par le mouvement pour la paix, il a rompu en 1983 sa loyauté à l'égard de l'OTAN, pratiquée durant des décennies, et s'est prononcé contre le stationnement de nouveaux missiles américains en RFA.

En 1982, le SPD — alors principal parti de gouvernement — avait expliqué que les 35 heures étaient une perspective éloignée, leur préférant la retraite anticipée. Il déclarait en outre que la réduction du temps de travail devait "naturellement" s'accompagner d'une diminution de salaire. En décembre 1982 encore, il présentait un projet de loi sur le temps de travail qui s'en tenait aux 40 heures et autorisait 2 heures supplémentaires régulières par semaine, ce chiffre pouvant exceptionnellement aller jusqu'à 20 heures. En outre, ce texte ouvrait la porte au "temps de travail flexible" (c'est-à-dire la répartition du temps de travail annuel selon les exigences changeantes de la production capitaliste). Et au printemps 1983, le SPD proposait l'introduction des 36 heures hebdomadaires avec 5 o/o de réduction du salaire, accompagnées de subventions pour les patrons, afin de réduire leurs coûts salariaux.

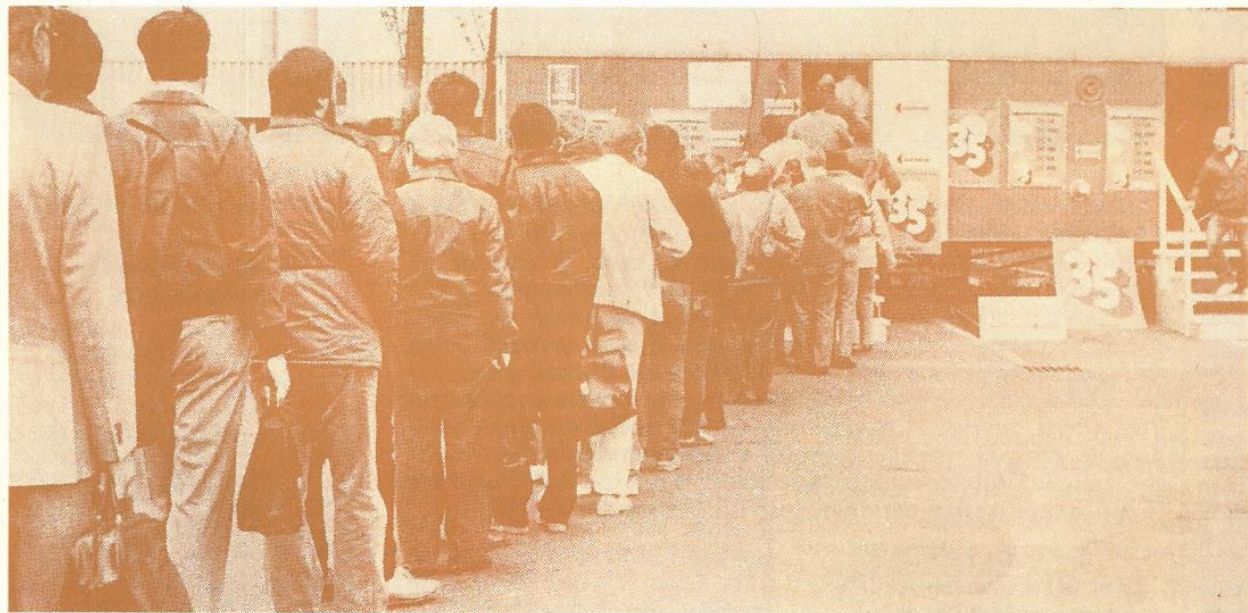
Ce n'est qu'après le congrès syndical de l'IGM, à fin 1983, que le président du SPD, Willy Brandt, annonça que son parti serait aux côtés de l'IGM. Depuis lors, le SPD a soutenu la mobilisation syndicale, avec retenue. Toutefois, dans sa propre propagande ("davantage d'emplois en travaillant moins"), il place la semaine de 35 heures et la retraite anticipée sur le même plan bien qu'à des conditions meilleures que la loi gouvernementale. Et son attitude quant à la revendication du maintien du même salaire est extrêmement ambiguë.

La semaine de 35 heures avait, à l'origine, encore moins de partisans dans les rangs des "Verts". L'attitude défavorable de nombreux "Verts" était déterminée par deux éléments. D'une part une hostilité ouverte à l'égard du mouvement ouvrier "traditionnel", identifié au SPD, parti de gouvernement. D'autre part, leur conception d'une "rupture radicale avec le système industriel".

Les représentants les plus conséquents de cette conception, qui commencent aujourd'hui à s'organiser comme courant minoritaire des "Verts" sous l'étiquette "écologiste", ne voient pas l'ennemi dans le capitalisme, mais bien dans "l'industrialisme". Pour eux, patronat et syndicat portent tous deux la responsabilité de cette situation. Ces "Verts" repoussent donc l'idée de maintien du niveau du salaire, expression d'une "pensée axée sur la consommation" et n'excluent pas des semaines de 45 heures et plus dans "l'économie écologiste".

Cependant cette position n'est depuis longtemps plus dominante. Le "tournant" gouvernemental et l'expérience d'être dans l'opposition avec le SPD et les syndicats face au cours réactionnaire du gouvernement, ainsi que le "réalisme politique" du groupe parlementaire, ont favorisé une réorientation. Ainsi, l'introduction immédiate de la semaine de 35 heures avec "maintien intégral du salaire pour les petits et les moyens revenus" figure en bonne place dans le programme électoral 1983 des "Verts", comme moyen pour combattre le chômage. Par une déclaration du groupe parlementaire, les "Verts" ont apporté leur soutien aux fédérations syndicales "qui vont au-devant d'une lutte difficile pour obtenir la semaine de 35 heures". En outre, ils demandent des quotas d'embauche pour les femmes, des droits de codécision pour les travailleurs en matière de nouvelles technologies, des accords concernant le nombre des nouvelles embauches, une réduction plus forte du temps de travail, ainsi que le "développement d'ateliers de production coopératifs, petits et moyens, recourant intensivement à la main-d'œuvre et des initiatives autogérées".

Malgré cette évolution réjouissante, aucun des deux partis n'a encore eu l'idée de se battre activement pour les 35 heures au niveau légal et briser ainsi un tabou de la politique ouest-allemande. Et dans le parlement régional de Hesse, où les "Verts" et le SPD négocient le soutien à un gouvernement social-démocrate minoritaire, il n'y a pas un seul "Vert" ni un seul social-démocrate qui ait eu l'idée d'utiliser la majorité parlementaire pour introduire légalement la semaine de 35 heures au niveau régional. Et même lors du 1er Mai, la solidarité du SPD et des "Verts" avec les 35 heures était loin d'être exemplaire. En fait, les deux partis doivent encore maintenant faire la preuve — dans la rue et au parlement — de cette solidarité.



Les travailleurs de Daimler-Benz votent la grève pour les 35 heures.

pagande des patrons et du gouvernement ne reste pas sans influence parmi les travailleurs désorientés.

La confiance dans les organisations syndicales a baissé. Dans ces conditions, difficiles, la direction syndicale s'est trouvée obligée d'avancer des mesures de mobilisation en partie défendues en vain depuis des années par les syndicalistes combattifs.

- * Dans de nombreuses entreprises, des cercles de travail furent mis sur pied par les hommes de confiance. Ces cercles, ouverts à tous, rassemblèrent des données sur la situation économique de l'entreprise, sur les emplois liquidés, sur les menaces de licenciements et nourrissent ainsi les discussions. Ils calculèrent le nombre d'embauches supplémentaires entraînés par la semaine de 35 heures et défi-

des formes d'action des nouveaux mouvements sociaux (mouvement pour la paix, mouvement écologiste). Bien sûr, nombre d'initiatives sont restées dans le cadre de la routine bureaucratique de l'appareil. Mais dans toutes les villes, les syndicats sont descendus dans la rue et ont mené des actions de popularisation.

- * De même, pour la première fois, la direction de l'IGM a lancé officiellement un appel au développement d'un large mouvement de solidarité. Dans de nombreuses villes, indépendamment des syndicats, des comités de quartier et des comités d'action pour les 35 heures sont apparus. Bien que clairement impulsés par la gauche radicale et socialiste, ils ont été reconnus par les instances syndicales locales, qui collaborent avec eux.

Initiative sur l'assurance-maladie :

PAS DE COMPROMIS POURRI!

Le 16 avril, l'Union syndicale suisse (USS) envoyait à ses fédérations le projet de la commission de politique sociale de l'USS et du Parti socialiste suisse (PSS) concernant une initiative populaire fédérale pour une assurance-maladie sociale aux cotisations équitables. Globalement acceptable — mise à part l'absence d'assurance pour soins dentaires — ce texte est déjà combattu par la droite syndicale et sociale-démocrate.

Le projet correspond, pour l'essentiel, aux points que nous avons déjà indiqués dans *La Brèche* :

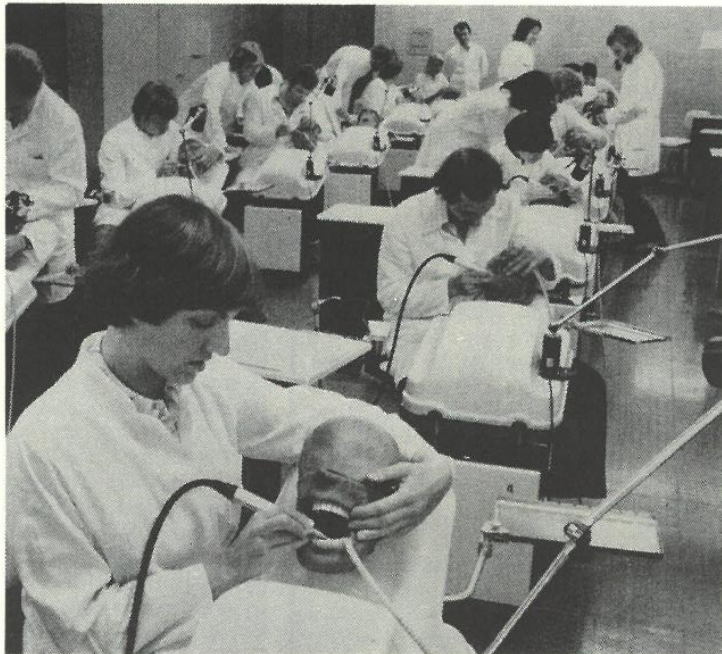
- * caractère obligatoire de l'assurance-maladie et suppression des réserves;
- * subvention d'au moins 25 o/o par l'Etat;
- * le reste du financement est assuré par des pourcentages sur le revenu, au lieu de primes personnelles, avec répartition des cotisations entre patron et employé, à raison de 50 o/o chacun;
- * absence de prime pour les enfants;
- * limitation de la franchise à 10 o/o, établie en fonction du salaire;
- * frein sur les coûts par des normes tarifaires de la Confédération.

L'assurance pour soins dentaires manque

Le projet a un manque aux conséquences sociales importantes. Il ne contient pas d'assurance dentaire obligatoire. Selon l'USS et le

PSS cela doit permettre d'éviter une propagande démagogique des dentistes, durant la campagne de votation, sur le thème : ceux qui brossent leurs dents paient pour ceux qui ne le font pas !

Si l'initiative devait être lancée unitairement avec les autres partis de gauche et organisations dans le domaine de la santé, il est certain que ce point devrait faire l'objet d'une discussion approfondie. Mais le projet de texte soumis mainte-



Les soins dentaires : un besoin élémentaire toujours pas assuré.



Echangeriez-vous deux Léopard II contre une bonne assurance-maladie ?

nant à la discussion apporterait, en cas d'acceptation, un allègement financier très important pour les familles, avec enfants, de salariés à bas et moyen salaire.

Quand la droite du PSS s'agite dans le mauvais sens

Une opposition de droite est apparue dans les organes de direction de l'USS et du PSS à propos de l'initiative. Le 25 avril une circulaire de l'USS a été adressée à ses fédérations dans le but de procéder à une consultation jusqu'au 7 juin sur des points qui constituent une remise en cause fondamentale du projet initial. Il s'agit de biffer la "part patronale" de 50 o/o aux cotisations des salariés, de doubler le montant de la franchise personnelle et de diminuer la subvention étatique. Si elles devaient être acceptées, ces propositions constitueraient des concessions aux intérêts bourgeois qui ne diminueraient pas l'opposition de ces milieux à l'initiative mais qui, par contre, dégraderaient fortement les chances de l'initiative lors de la votation populaire.

Une adaptation scandaleuse aux intérêts bourgeois

1. La disparition de la "cotisation patronale" signifie que pour

des centaines de milliers de célibataires et de couples dont les deux partenaires sont salariés, les cotisations salariales seront, souvent, bien plus élevées que les primes personnelles actuelles ! Cela ne manquera pas de provoquer une mobilisation contre l'initiative.

2. Le doublement des franchises personnelles à la charge du patient n'apportera que très peu "d'économies" (0,2 o/o des pourcentages salariaux, soit en tout 300 millions de francs), tandis que les malades chroniques seront doublement frappés.

3. Une participation publique de 25 o/o est indispensable afin de permettre une péréquation des coûts plus élevés engendrés par les femmes, les invalides, les malades chroniques, les enfants, etc. Ces 25 o/o représenteraient aujourd'hui une dépense supplémentaire de 600 millions de francs par rapport aux subventions actuelles. Cela représente environ un cinquième des impôts fraudés au fisc chaque année et un dixième de la somme destinée à l'achat des chars Léopard II !

Nous appelons toutes les directions syndicales et tous les syndicalistes à se prononcer, dans le cadre de la procédure de consultation interne aux syndicats, pour la version initiale de la commission de politique sociale !

J. Steiger

Conseil communal d'Yverdon :

LES ÉCOLOGISTES CONTRE LES 40 HEURES

Le personnel communal yverdonnois ne verra pas son horaire de travail hebdomadaire réduit de 41 heures et quart à 40 heures comme le recommandait la Municipalité à majorité socialiste dans son préavis au législatif. La décision a été acquise par 48 voix (droite + écologistes) contre 45 (socialistes). C'est donc un échec pour la Municipalité et le débat a montré que la droite, avec les écologistes, entend revenir aux affaires à l'occasion des élections communales de l'année prochaine.

La droite a centré son attaque contre les 40 heures sur les finances communales et la lutte contre le chômage. L'abaissement du temps de travail proposé aurait coûté 250 000 francs à la commune, ce qui est très peu si l'on compare par exemple à la reconstruction d'un stand de tir qui coûtera plus d'un million. Mais pour ces messieurs de la droite, rien n'est trop beau quand il s'agit d'armes...

Deuxième argument contre les 40 heures, la diminution du temps de travail n'est pas créatrice d'emplois comme le prétend la Municipalité. Et d'avancer l'exemple des 39 heures en France et de prendre le Parti socialiste à son propre piège puisque lors de la précédente diminution du temps de travail, les postes de travail n'ont pas augmenté mais diminué de 7 unités. On voit donc à quoi servent les concessions... Mais nous n'attendions pas de la droite qu'elle vote pour les

40 heures. La "surprise" est venue du Parti écologiste, section yverdonnoise du GPE (Groupement pour l'environnement). Les 6 conseillers de ce parti ont voté avec la droite contre les 40 heures. Ils ont dit oui aux 40 heures mais avec une réduction de salaire équivalente "dans un souci d'équité et pour des raisons économiques évidentes". Les employés communaux et leur famille apprécieront la qualité de la vie défendue par les écologistes. Une proposition qui aboutit à une diminution de salaire alors que tout augmente et que la compensation du renchérissement n'est plus accordée entièrement ! Le Parti écologiste a, par son vote résolument tourné le dos à la satisfaction des intérêts du personnel. Contrairement au Parti écologiste, nous pensons que la lutte écologique peut et doit être combinée avec la lutte pour ces intérêts.

J.C.

Elections communales à La Chaux-de-Fonds :

Suzanne Loup (PSO) élue

Notre camarade Suzanne Loup, militante connue du PSO à La Chaux-de-Fonds, a été élue au Conseil général lors des élections communales du week-end dernier dans le canton de Neuchâtel. Récoltant 15 283 suffrages, le PSO rassemble 3 o/o de l'électorat. Par rapport aux élections communales de 1980, il double presque son score : à l'époque, il avait recueilli 8263 suffrages, soit 1,9 o/o des voix. L'entrée au Conseil général a été rendue possible grâce à l'appareillement conclu avec la liste POP (Parti ouvrier et populaire) — Unité socialiste, qui a levé, pour le PSO, la barre du quorum antidémocratique des 10 o/o sur laquelle l'Alliance des Indépendants (8,9 o/o), les écologistes (5,5 o/o) et l'Action nationale (4,5 o/o) se sont échoués.

Recul des suffrages pour le Parti socialiste (PS) et le POP, mais maintien de la majorité de gauche

Alors que les suffrages du PSO progressent, les autres partis ouvriers — PS et POP — voient leur effritement électoral se confirmer. Ainsi le PS voit ses suffrages reculer dans les trois villes les plus importantes du canton, Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds — où il perd un siège au profit du PSO — et Le Locle. Dans cette ville, le PS perd même 10 o/o des suffrages réalisés en 1980 ! Le POP, lui, recule légèrement au Locle. A La Chaux-de-Fonds, le PS passe de 37 o/o des

suffrages en 1980 à 30,1 o/o en 1984. Quant à la liste POP et Unité socialiste, elle obtient 10,9 o/o des suffrages, soit un recul de 4,2 o/o par rapport à 1980. L'ouverture de la liste du POP à ses sympathisants (Unité socialiste), qui conquièrent trois des six sièges du POP, de même que l'appareillement avec le PSO, lui ont permis de se maintenir, contre l'attente du PS et des partis bourgeois. PS (15 sièges) et POP (6) disposent donc, à eux seuls, de la majorité absolue (21 sièges) au Conseil général face à une droite bourgeoise en très nette progression (19 sièges). Ce sont — en effet — les libéraux et les radicaux qui se sont partagé les sièges laissés vacants par l'Alliance des Indépendants, née à

l'origine d'une scission de droite du PS.

Quelques premiers enseignements

Le maintien de la majorité de gauche à La Chaux-de-Fonds ne permet pas d'effacer l'évidence de son recul électoral, dont les racines ne sont pas d'ordre purement conjoncturel. Le bon résultat du PSO, et en partie le vote pour les écologistes (dont plusieurs sont issus du PS) indiquent la progression d'un vote protestataire qui ne se reconnaît plus dans la politique de gestion de l'austérité et de la crise poursuivie par la majorité de gauche. Ceux et celles qui exigent une attitude plus déterminée et intransigeante face à une droite à l'esprit conquérant sont devenus plus nombreux. C'est pourquoi, au Conseil général et sur le terrain, le PSO continuera à être le porte-parole et le défenseur sans concession des intérêts des travailleurs. Le PSO fera également des propositions pratiques précises. Il souhaite, en accentuant ses efforts, renforcer l'action commune de toutes les forces du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux.

correspondant

Suisse — Afrique du Sud :

Au début juin, Pik Botha, premier ministre sud-africain, fera une tournée des capitales européennes. Il s'arrêtera en Suisse, hôte des banques et, pour la durée d'un entretien, du conseiller fédéral Schlumpf. Histoire de rassurer les créanciers de l'Etat raciste sud-africain sur l'évolution favorable de la situation en Afrique australe.

Sans aucun doute, les choses ont changé ces derniers mois dans cette région du monde. Le 16 mars, un traité de non-agression et de bon voisinage était signé entre le gouvernement du Mozambique et le régime sud-africain. Au terme de négociations menées depuis plusieurs mois et destinées à étudier les mesures nécessaires "afin qu'aucun pays ne puisse être utilisé comme tremplin pour des actions violentes ou des agressions contre l'autre", les dirigeants sud-africains se seraient engagés à ne plus soutenir la guérilla réactionnaire de la Résistance nationale mozambicaine (RNM). De leur côté, les autorités de Maputo auraient accepté de ne plus permettre à l'ANC (Congrès National Africain, mouvement de libération nationale sud-africain contrôlé par le Parti communiste sud-africain) d'utiliser le territoire mozambicain pour l'organisation de sabotages en Afrique du Sud. Plusieurs dizaines de membres de l'ANC ont effectivement déjà été priés de quitter le Mozambique par le gouvernement de Samora Machel.

Botha reçu par les banques et Schlumpf

Parallèlement, des négociations sont entamées avec l'Angola et la SWAPO (Mouvement de libération de la Namibie) par l'Afrique du Sud afin d'essayer de mettre un terme à une guerre qui se révèle être de plus en plus coûteuse en hommes et en matériel.

Derrière cette nouvelle offensive diplomatique en Afrique australe, on retrouve la volonté des Etats-Unis d'appuyer leur protégé local dans ses efforts pour renverser les rapports de forces issus des guerres de libération nationale des années soixante-dix. Ces conflits avaient vu successivement le Mozambique, l'Angola et le Zimbabwe devenir indépendants. Actuellement l'espoir sud-africain est de créer un nouveau glacis autour des frontières du pays, empêchant ainsi l'infiltration de combattants des mouvements de libération. Ce glacis pourrait s'appuyer sur la domination économique exercée par le capitalisme sud-africain sur des économies dépendantes, fragiles et soumises à toutes les pressions du marché mondial.

La conjoncture est d'autant plus favorable pour le régime raciste que ces Etats dits de "première ligne" affrontent des difficultés très importantes dues à des causes tant objectives (sécheresse, destructions économiques par des guérillas réactionnaires, etc.) que subjectives (politiques erronées des gouvernements).

Maintenant que les rôles semblent être renversés, il devient urgent pour le régime de Pretoria d'essayer d'obtenir une reconnaissance internationale plus importante. Une reconnaissance qui s'appuie sur le soutien du gouvernement Reagan.

Car à la résorption du danger sur les frontières répond un nouveau danger venant de l'intérieur du pays. Depuis en effet une dizaine d'années, le mouvement syndical indépendant, basé chez les travailleurs noirs, de même que les organisations communautaires ont connu une très forte croissance en nombre et en combativité. Tous ces mouvements sont nés et se sont développés sans aide ni influence extérieures. Alors que le gouvernement sud-africain affiche son contentement, né des accords de ces derniers mois, le mouvement de masse à l'intérieur du pays ne s'est jamais senti aussi puissant et déterminé.

Il est donc plus que jamais nécessaire de suivre attentivement les développements des luttes sociales au sein même de l'Afrique du Sud et de faire en sorte que les reclassements diplomatiques en cours en Afrique australe n'entraînent pas la solidarité avec le combat des masses populaires sud-africaines.

A. Meylan



Gdansk, 1er Mai : Solidarność "pirate" le cortège officiel.

1er Mai en Pologne :

SOLIDARNOSĆ REPREND LA RUE

Les imposantes manifestations de ce début mai dans les grandes villes polonaises démontrent la vitalité du syndicalisme clandestin. Elles surviennent alors que le mécontentement se développe dans les usines face aux hausses des prix et aux modifications de la législation décrétées par la dictature.

Ils étaient plusieurs dizaines de milliers, ce 1er Mai 1984, à défier la dictature dans les villes de Pologne. Ils manifestaient malgré le quadrillage policier, malgré les menaces et les "mises en garde" assénées par les médias depuis des semaines, malgré les rafles préventives et l'intensification générale de la répression.

A Gdansk, un cortège de Solidarność avec Lech Walesa à sa tête est parvenu jusqu'à la tribune officielle, semant la panique parmi les bureaucrates. Des affrontements se sont prolongés devant l'ancien siège du syndicat clandestin, à l'autre bout de la ville. Selon les agences de presse, quinze mille personnes ont manifesté dans la ville.

A Varsovie, il y eut plusieurs manifestations regroupant durant quelques minutes des centaines de participants. Mais ce furent les sidérurgistes de Huta Warszawa qui parvinrent à former le cortège le plus imposant. Certaines dépêches parlent de dix mille manifestants. Des manifestations similaires eurent lieu à Szczecin, Nowa Huta, Elblag, Wrocław, Czeszochowa...

Le 3 mai, anniversaire de la Constitution polonaise de 1791, de nouvelles manifestations ont eu lieu, notamment à Gdansk et Varsovie.

Attaques anti-ouvrières

Signe spectaculaire de la vitalité du syndicat clandestin — n'oublions pas que ceux qui ont manifesté étaient conscients de risquer l'arrestation — ce 1er Mai survient alors que le mécontentement des travailleurs s'accroît. Les hausses de prix de produits alimentaires du 30 janvier dernier, les modifications de la législation du travail et l'instauration d'un très lourd impôt sur la masse salariale des entreprises ont conduit à une baisse sensible des salaires réels. Les statistiques officielles elles-mêmes ne parviennent plus à cacher la baisse de la consommation des ménages. Ainsi, en 1980, la consommation de viande était de

74 kg par an et par habitant; en 1983, elle n'est plus que de 57 kg et pour cette année, on prévoit une consommation de 53 kg. Il ne s'agit pas là d'un exemple isolé : il n'y a que la consommation du pain et des pommes de terre qui ne diminue pas. Dans le même temps, la durée du travail s'accroît. La propagande officielle ne se prive d'ailleurs pas d'expliquer que là réside la solution pour ceux qui ne parviennent pas à boucler leur fin de mois. Non seulement les samedis libres ont été supprimés légalement (ils n'ont été maintenus dans certaines entreprises qu'en contrepartie d'un rallongement de la durée quotidienne du travail), mais les heures supplémentaires ont été généralisées. La semaine de travail de 50, voire 60 heures devient la règle dans l'industrie polonaise.

Multiplication des conflits

Tout cela conduit à la multiplication des conflits de travail, dont la presse clandestine de Solidarność se fait écho. Ils peuvent prendre la forme de grèves pour les salaires (comme à "Budimor" de Gdansk où les travailleurs ont obtenu satisfaction après deux grèves d'un jour en février dernier), mais aussi d'une baisse des cadences (comme à "Polkolor" de Varsovie où la production a baissé de moitié pour protester contre un relèvement de

30 o/o des normes début avril). Dans une circulaire envoyée en février dernier aux directeurs, le ministre de la Sidérurgie et de l'Industrie mécanique a d'ailleurs reconnu le caractère massif des grèves économiques. "Le mécontentement des travailleurs de l'entreprise croît de jour en jour, lentement mais sûrement", peut-on également lire dans une correspondance de l'usine automobile FSO (Polski Fiat) de Varsovie, publiée dans un hebdomadaire de Solidarność de la capitale.

Même les membres des "nouveaux syndicats" mis en place par la junte commencent à remuer : à FSO justement, un membre de cette organisation vient d'être licencié pour avoir refusé avec tous ceux de son département de faire des heures supplémentaires tant que le salaire horaire ne sera pas augmenté. Son "syndicat" ne s'est pas opposé au licenciement...

Cela, c'est la répression quotidienne, presque banale, souvent oubliée par ceux qui ne connaissent de la réalité polonaise que la liberté, sous surveillance il est vrai, de Lech Walesa, symbole tout aussi encombrant en prison que sur son lieu de travail. La répression, c'est aussi près de cinq cents prisonniers politiques, maltraités dans les prisons, et dont le nombre ne cesse de grandir. A la suite des manifestations du 1er Mai et de celles du 3 mai, un millier de personnes ont été interpellées. Nombre d'entre elles viendront grossir les rangs des détenus politiques.

Cyril Smuga
(Rouge no 1112, du 11 mai 1984)

En tête du cortège de Solidarność, le 1er Mai à Gdansk.

Amérique centrale :

L'ESCALADE SE POURSUIT

Chaque semaine, l'escalade militaire de l'impérialisme américain en Amérique centrale se renforce. L'accoutumance se crée. La vigilance s'amointrit. Bien à tort pourtant :

L'administration Reagan a décidé de faire du Costa Rica une nouvelle base d'action contre la révolution sandiniste. Ainsi, le Nicaragua sera pris dans l'étau du Honduras et du Costa Rica. L'ambassadeur Curtin Winsor a annoncé la multiplication par cinq de l'aide militaire : de 2,1 millions de dollars à plus de 10 millions (*International Herald Tribune* - IHT - 5-6 mai 1984). Plus de 80 véhicules de transport militaires, des fusils d'assaut, des vedettes rapides, des munitions, des hélicoptères doivent être livrés au Costa Rica.

La Garde Rurale et l'OPEN (*Organización para Emergencias Nacionales*) collaborent étroitement, sous la houlette de la CIA, avec l'ARDE de Pastora et Robelo. Le président Luis Alberto Monge a beau proclamer la "neutralité" du Costa Rica, son ministre des Affaires étrangères reconnaît que "des secteurs dans le gouvernement et hors du gouvernement sympathisent et collaborent avec les antisandinistes" (*Inforpress centroamericana*, 3 mai 1984, publié au Guatemala). Monge soutient, contre les nombreuses

attaques de l'opposition au Costa Rica, le vice-ministre Luis Chacón, connu comme un homme de la CIA et un partisan de l'ARDE.

Les provocations vont donc se multiplier à la frontière du Nicaragua, afin de justifier des attaques d'ampleur contre les sandinistes dans le but "de protéger un Costa Rica sans armée et neutre" ! Evidemment personne ne peut expliquer quels avantages aurait le gouvernement sandiniste à ouvrir un deuxième front à la frontière costaricaine !

Fin avril, le quotidien israélien *Haaretz* révélait que depuis juin 1983 trois rencontres s'étaient tenues entre Lawrence Eagleburger, sous-secrétaire d'Etat américain, et David Kimche, des Affaires étrangères israéliennes. Elles devaient permettre de "coordonner leur coopération stratégique en Amérique centrale" (*Latin American Weekly Report*, 4 mai 1984). On a appris que le gouvernement sioniste recevait des fonds spéciaux des Etats-Unis pour armer les *contras* du FDN. Leur leader,



Les "contras" à l'assaut de San Juan del Norte.

Adolfo Calero Portocarrero l'avait d'ailleurs déjà avoué. Cette fois c'est quasi officiel. Israël arme et entraîne la dictature guatémaltèque, et prolonge le soutien qu'il accordait à Somoza dans les années soixante-dix.

Le Département de la Défense et la CIA envisagent de poursuivre des opérations militaires jusqu'en 1988 au Honduras ! C'est le numéro deux du *Pentagone* qui l'écrit. Son rapport indique que les Etats-Unis se préparent à mener une attaque aérienne d'une rare violence contre le Nicaragua (*El Pais*, 13 mai 1984). En outre, des révélations effectuées par la presse américaine indiquent que le *Pentagone*, afin de contourner des obstacles pourtant symboliquement mis par le Congrès à la politique guerrière de Reagan, finance directement de vastes actions militaires de la CIA en Amérique centrale (*IHT*, 19-20 mai 1984).

Cette célèbre CIA a fourni 1,4 millions de dollars au démocrate-chrétien Duarte et au réactionnaire Guerrero du Parti de la conciliation nationale, pour qu'ils puissent renforcer leurs positions électorales. Des journalistes européens de la presse écrite - en octobre 1983, en mars et mai 1984 - ont été financés par la CIA pour

faire des reportages "éducatifs" sur le Salvador (*IHT*, 14 mai 1984). Quel était le journaliste suisse ? Une question à approfondir.

La victoire de Duarte, lors du second tour des élections présidentielles le 6 mai, doit permettre à Reagan de se couvrir de ce prétendu démocrate pour accroître la présence militaire américaine, en diminuant les risques politiques de l'opération aux Etats-Unis. Certes, Duarte pourrait jouer du hochet des négociations, dans les limites que l'armée salvadorienne lui impose, mais tout démontre que pour l'impérialisme américain l'axe central reste d'imposer une défaite militaire aux forces combattantes du FMLN/FDR et d'étrangler le Nicaragua.

D'ailleurs, une assemblée extraordinaire du Front sandiniste (FSLN) vient de se tenir, consacrée principalement au thème "L'impérialisme a décidé de nous détruire, le Nicaragua a décidé de survivre". Le document adopté par cette assemblée donne comme tâches centrales : "davantage de terre aux paysans pauvres, guerre à la spéculation et guerre totale contre l'armée mercenaire, tout et tous pour la défense" (*El Pais*, 20 mai 1984).

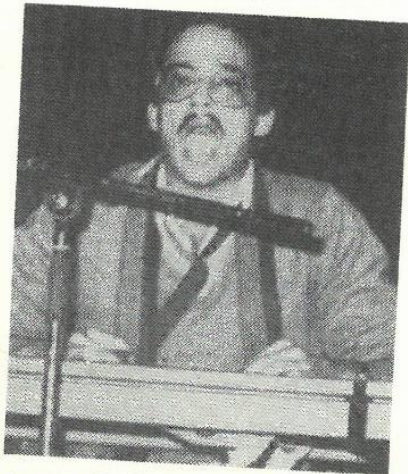
C.-A. Udry, 20 mai 1984

Solidarité Amérique centrale :

Tournée de la Juventud Sandinista: un succès

Sur invitation des Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR), deux représentants de la "Juventud Sandinista" (Jeunesse sandiniste) ont voyagé en Europe durant quatre semaines. Plus de 10 000 jeunes et moins jeunes ont participé à des assemblées publiques avec ces deux camarades, qui ont pu rencontrer plus de 30 organisations (partis, syndicats, groupes pacifistes, etc.) pour discuter d'une solidarité renforcée avec le Nicaragua. Sans compter les innombrables contacts personnels avec des personnalités, des jeunes et des réfugiés latino-américains qu'ils ont pu nouer en marge de la tournée. La tournée fut organisée en commun avec le "Roter Maulwurf" (RFA), les "Supporters of Revolution" (Grande-Bretagne), la "Jeune garde socialiste" (Belgique), "Rebel" (Hollande), la "Jeunesse communiste révolutionnaire" (France) et "Rivoluzione" (Italie).

Par cette tournée de meetings, les JSR ont cherché avant tout à faire comprendre aux jeunes la nécessité du soutien à la révolution. A Hambourg et à Paris des discussions furent organisées à l'université. Les deux camarades de la *Juventud* purent participer à des congrès nationaux d'organisations étudiantes en France et en Grande-Bretagne. Dans ce dernier pays, ils ont pu s'adresser aux 1500 participants au congrès des *Young Socialist / Labour Party*. Les meetings en Italie furent, pour certains, plus inhabituels :



Lautaro Sandino, ici lors d'un meeting en Belgique.

ils commencèrent en effet à 9h du matin et réunirent des écoliers en grève.

En plus du travail d'information, les JSR voulaient aider matériellement la *Juventud*. C'est ainsi qu'avant et durant la tournée une récolte fut organisée pour soutenir le journal de la *Juventud*, *Los Muchachos*, et couvrir les frais de la tournée. Plus de 12 000 francs ont été récoltés ; et la récolte continue. Une fois que le matériel photographique pour le journal *Los Muchachos* aura été livré, les JSR veulent envoyer deux centrales téléphoniques pour le siège national de la *Juventud* à Managua.

Les JSR sont convaincues que cette tournée et l'aide matérielle sont un appui concret à la *Juventud Sandinista* et la révolution nicaraguayenne. Les deux représentants de la *Juventud* tirent un bilan positif de la tournée, point de départ pour une collaboration plus importante entre la *Juventud* et les JSR.

La tournée en Suisse a suscité un écho très important. Son fait marquant fut le nombre de jeunes qui ont pu être intéressés à la révolution au Nicaragua et qui ne s'étaient pas jusqu'alors intégrés au mouvement de solidarité. Les assemblées publiques réunirent 250 personnes à Zurich, 150 à Genève, Lausanne et Bâle, 60 à Lucerne et 70 à Nidau, près de Bienne.

Urs Vögtli

Déclaration commune de la "Juventud Sandinista - 19 de Julio" et des Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR)

"La révolution populaire sandiniste a réalisé des grands progrès sociaux et politiques pour le peuple du Nicaragua, et en particulier pour la jeunesse. La grande campagne d'alphabétisation, la réforme agraire, les progrès dans les domaines de la santé et de l'école, la préparation d'élections démocratiques, la reconnaissance accordée à la jeunesse, exprimée par l'abaissement de la majorité politique à 16 ans, la collaboration active des travailleurs, des paysans, des femmes et des jeunes à la construction d'une nouvelle société sont des exemples frappants de cette révolution.

"Le FSLN et la "Juventud Sandinista - 19 de Julio" sont l'avant-garde politique qui fait avancer la construction d'une nouvelle société au Nicaragua. La révolution populaire sandiniste est un exemple et un espoir pour les opprimés et les exploités en Amérique centrale et dans le monde entier.

"L'impérialisme US et ses alliés veulent empêcher à tout prix la libération des peuples d'Amérique centrale et détruire la révolution sandiniste. Il organise, finance et initie le sabotage de la production, mène des attaques contre la population nicaraguayenne et perpètre des massacres ; enfin, il prépare une invasion directe du Nicaragua. Cela doit être un signal d'alarme pour le mouvement de solidarité avec l'Amérique centrale et doit nous conduire à un soutien renforcé. Nous devons convaincre les jeunes de tous les pays de la nécessité de se mobiliser afin de soutenir le peuple nicaraguayen.

"Les organisations de jeunesse en solidarité politique avec la IVe Internationale engagent toutes leurs forces pour soutenir politiquement, moralement et matériellement la "Juventud Sandinista" et la révolution populaire sandiniste. La proposition d'une campagne européenne pour récolter du matériel photo destiné au journal de la jeunesse nicaraguayenne *Los Muchachos* (tirage : 40 000 exemplaires) est une preuve concrète de ce soutien.

"Dans la situation actuelle il est absolument indispensable d'apporter un soutien inconditionnel à la révolution sandiniste et de construire un large front unitaire, regroupant toutes les forces politiques, contre l'intervention US en Amérique centrale. Cela doit être la tâche des révolutionnaires du monde entier.

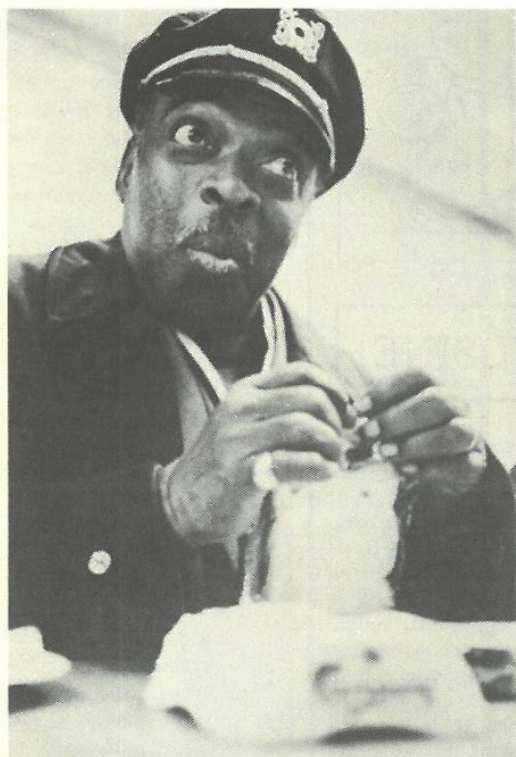
- * Vive la solidarité internationale !
- * Vive la lutte héroïque des peuples d'Amérique centrale !
- * Arrêtons le bras de l'intervention de l'impérialisme yankee en Amérique centrale !"

Juventud Sandinista - 19 de Julio
(Alvaro Porta, membre de la direction nationale et Lautaro Sandino, membre de la commission pour les relations internationales de la *Juventud Sandinista*)
Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR)

Cette déclaration commune est soutenue par les JCR (France), JGS (Belgique), Rebel (Hollande), Roter Maulwurf (RFA) et Rivoluzione (Italie).

Mort du véritable "roi du swing"

Le grand pianiste, chef d'orchestre, compositeur et arrangeur noir Count Basie (né en 1904) est mort. La musique qu'il a créée, le fameux swing de Basie, reste un point de référence important pour beaucoup de grands orchestres de jazz ou/et de danse.



Avant de revenir de plus près sur l'œuvre de Count Basie, il est nécessaire de rappeler le contexte socio-culturel dans lequel s'est formée et développée sa musique.

L' "Age du swing"

L' "Age du swing" ou la "Swing Craze" (la folie du swing) commença au milieu des années trente, bien que dès la fin des années vingt de grands orchestres noirs à Chicago, Harlem ou Kansas City (où Basie avait d'ailleurs repris en 1935 une grande partie de l'orchestre de Benny Moten) aient joué presque exclusivement pour un public noir une musique que l'on peut déjà qualifier de swing. L'essor du swing proprement dit — dont l'impact sur les masses à l'époque peut être comparé à celui du rock 'n' roll dans les années cinquante — coïncidait avec la fin de la grande dépression et le début de la reprise sous le "New Deal". Pendant cette crise s'est opérée une concentration dans l'industrie musicale (et des loisirs en général). Les quelques trusts, dominés par le capital euro-américain, imposaient au jazz de cette époque une standardisation basée sur des valeurs esthétiques euro-américaines (perte de l'importance de l'improvisation au profit des arrangements écrits bien élaborés et "soignés", jeu "propre" des instrumentalistes, intégration massive de chansons à la mode que l'on faisait "swinguer" dans le répertoire des orchestres).

Les monopoles commençaient à produire massivement du swing. Cette musique a été utilisée en outre par d'autres secteurs du capitalisme à la radio à des fins publicitaires. Cela explique en grande partie que les grands orchestres de swing (les "swing-machines") sonnaient presque tous de la même façon. Même le clarinettiste et chef d'orchestre blanc Artie Shaw, pourtant peu suspect de posséder une créativité débordante, se plaignait de cette standardisation et de cette commercialisation du swing : "Si l'on fait de la musique une simple marchandise qu'on vend aux masses, on perd beaucoup (du point de vue artistique), tout en gagnant beau-

coup d'argent. Le swing est devenu tout simplement un signe de marque."

Cette tendance à la standardisation et à la commercialisation du jazz à l'époque du swing a provoqué la formation d'un "maquis musical" où de grands improvisateurs noirs ont préparé l'avènement du be bop (du jazz moderne).

Avec le swing, l'exploitation musicale et commerciale sur une grande échelle de la musique de la minorité noire apparaît pour la première fois, étant donné que les moyens de distribution de cette culture essentiellement afro-américaine se trouvaient (et se trouvent toujours) entre les mains d'une industrie musicale contrôlée par une fraction du capital blanc, partie intégrante du capitalisme raciste américain. Cette industrie savait (et sait toujours) parfaitement que même un médiocre imitateur blanc a une meilleure audience auprès d'un large public blanc que son modèle noir.

C'est ainsi que les grands chefs d'orchestre noirs Basie et Ellington n'étaient que le "comte" (Count) et le "duc" (Duke). Le "roi" ("King of swing") était le clarinettiste et chef d'orchestre blanc Benny Goodman (et dans une moindre mesure Artie Shaw, cité ci-dessus). Il était donc "logique" qu'en 1938 la version "propre" de Goodman du célèbre "One O'Clock Jump" enregistré par Basie une année auparavant se vendît à un million d'exemplaires — le multiple du chiffre de vente de l'original de Basie. Goodman qui admirait beaucoup les grands jazzmen noirs et les intégrait dans la mesure du possible dans ses formations est assez franc pour avouer : "Sans Fletcher Henderson (chef d'orchestre et arrangeur noir qu'il avait embauché comme arrangeur) j'aurais probablement dirigé un assez bon orchestre, mais j'aurais joué d'une façon totalement différente."

Malgré un tel contexte socio-culturel une musique d'une grande valeur artistique a pu naître, comme l'illustre, entre autres, l'exemple de Count Basie.

"Swingin' the Blues"

Ce fameux titre de Count Basie indique de manière assez précise l'origine de sa musique. Contrairement à l'autre grande figure du Big Band Jazz "classique", Duke Ellington (mort il y a dix ans), la musique de Basie est simple et directe, soutenue par un swing puissant : il fait "swinguer" le blues ("Swingin' the Blues"). Le swing de Kansas City de Basie se base essentiellement sur le blues, le boogie woogie et sur des "riffs" (courtes phrases mélodiques qui se répètent souvent). Les arrangements simples mais efficaces du Count offraient un cadre idéal pour de grands solistes. Ce n'est donc pas par hasard que les différents orchestres de Basie furent "bourrés" de solistes exceptionnels (ne citons que le fabuleux saxophoniste Lester Young). Tandis que Ellington a essayé déjà très tôt de faire du jazz une musique d'art afro-américaine, Basie n'a jamais oublié ni renié ses racines : les salles de danse noires où des musiciens se livraient les fameuses "batailles musicales" et à de longues "jam sessions" (rencontres d'improvisation).

On comprend donc facilement que Basie (et d'autres orchestres de swing noirs), malgré une certaine réputation nationale et internationale, a surtout joué, pendant les années trente et quarante, dans des clubs noirs de Harlem. Pour une large couche du public blanc de l'époque le swing de Basie n'était pas assez élaboré et "soigné" et le jeu de ses brillants solistes trop "sale" — malgré les efforts contraires de ses producteurs !

Ce n'est seulement qu'à partir des années cinquante que Basie a définitivement conquis un large public blanc lassé du jeu stérile et anodin des orchestres blancs (celui de Glenn Miller par exemple). Il commençait également à les dépasser au niveau de la perfection des arrangements en engageant de jeunes arrangeurs musicalement formés et en intégrant dans son répertoire davantage de chansons à la mode.

Malgré cette évolution, Basie a presque toujours su éviter la routine en faisant une musique vivante d'un haut niveau musical, bien qu'il n'ait plus atteint le niveau de ses enregistrements des années trente et quarante qui témoignent encore aujourd'hui d'une vitalité étonnante¹.

Ornette

1. Les disques de Basie sont légion.

— Le meilleur recueil facilement disponible de ses fameux enregistrements de 1937 à 1939 (de ses meilleurs enregistrements tout court) est l'album suivant : Count Basie, *Swingin' the Blues*, Affinity AFS 1010.

— Parmi les nombreux disques enregistrés à partir des années cinquante, citons l'excellent album : *E = MC²*

= Count Basie Orchestra, Basie on Roulette, vol.

1 (distribution Vogue).

ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-MÊMES !

YVERDON

L'Echandole, Château d'Yverdon du ma 5 au sa 9 juin, 20h30 : Anna Prucnal, accompagnée de son pianiste. Fr. 20.—. Location : Office du tourisme 024 / 21 01 21 ou l'Echandole 024 / 21 47 74.

GENÈVE

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes ve 1er, sa 2 juin, 21h : Carte blanche à Claude Jordan. di 3, 18h : "Rock à cent sous" : The Maniacs. di 3, 21h : Percussions africaines Louis-César Ewandé, Paco Ye, Surimanja. je 7, 21h : "Le retour du jeudi" : Hervé Provini. ve 8, 21h : Trio Siron — Demierre — Tabarini. sa 9, 21h : Serge Bétancourt Latin Ensemble. Org. AMR.

AU CINÉMA

Au CAC Voltaire, GENÈVE, jusqu'au 30 juin : films de Josef von Sternberg (1894-1969) avec Marlène Dietrich.

A la Cinémathèque suisse, Casino de Montbenon, LAUSANNE : films de Jean Cocteau et "pépums", dont : *Spartacus*, de Stanley Kubrick (USA, 1960) :

ve 8 juin, 18h30 (début) 20h30 (fin) et en entier sa 9 juin à 20h30.

Au Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES, à 20h30 : ve 1er, sa 2 juin : *Rashomon*, de Akira Kurosawa (Japon, 1950). ma 5, me 6 : *Le Procès*, de Orson Welles (France, 1963). ve 8, sa 9 : *E la Nave va*, de Federico Fellini (Italie, 1983). ma 12, me 13 : *Sans Soleil*, de Chris Marker (France, 82).

LE LOCLE

La Grange au Locle

ve 1er juin, 20h30 : Yvette Théraulaz, avec Daniel Perrin (piano) et Pierre-François Massy (contrebasse).

LA CHAUX-DE-FONDS

du ma 29 mai au di 24 juin : 8e Biennale de La Chaux-de-Fonds, organisée par le Théâtre Populaire Romand : spectacles de danse, de théâtre et de musique (traditions et modernités; internationalisme).

ma 29 mai, me 30 mai, 20h30, Beau-Site : Jean-Luc Bideau : "L'Elocution de Benjamin". Et Franklin, de Steve Spears (en collaboration avec "Mai en ville").

ve 1er juin, 20h30, Théâtre : Peter Wyssbrod : "Hommage au Théâtre".

sa 2 juin, 20h30, Beau-Site : La Vie de Robert le Diable, d'Ahmed Essyad par l'Atelier Lyrique du Rhin (6 solistes, France) avec 5 comédiens-chanteurs zairois de l'Institut National des Arts de Kinshasa et 4 musiciens, dans un récit colporté depuis le Moyen-Age (théâtre musical).

di 3 juin, 15h, Beau-Site : Blaise Cendrars, la dernière création du Théâtre Populaire Romand.

me 6, 20h30, Beau-Site : Shiro Daimon et 5 danseurs : "La ka ka — Fou, feu, danse".

ve 8, 20h30, La Grange, LE LOCLE : Mansamante (marionnettes pour adultes), par le Grupo Contadores de Estorias (Brésil). "Trois histoires, trois tranches de vie brésilienne, trois poèmes", décrivant la vie d'Indiens brésiliens et de paysans, le tragique de la vie de tous les jours.

sa 9, 20h30, Théâtre : Peter Wyssbrod : "Entracte". di 10, 20h30, Beau-Site : Blaise Cendrars, par le TPR.

lu 11, 20h30, Beau-Site : Pierre Favre, percussions et Tamia, voix; duo de "musique d'aujourd'hui".

je 14, ve 15, 20h30, Beau-Site : La Tempête, de Shakespeare, par l'Atteupement de Lyon.

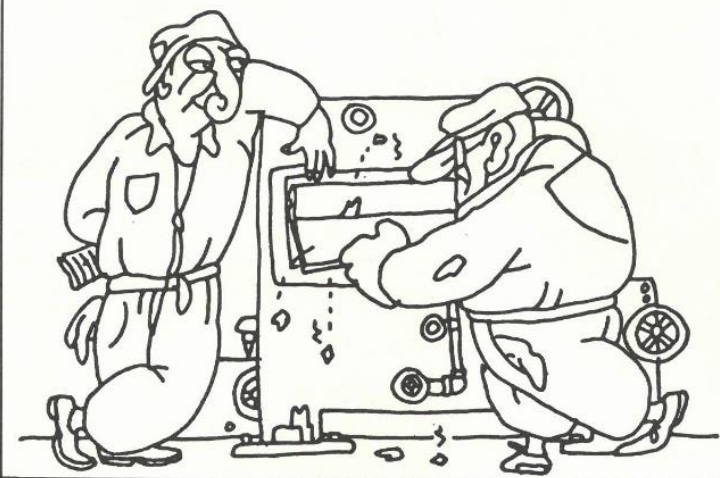
l'événement

Lutte contre
les décrets salariaux en Italie :

"A la FIAT, le climat a complètement changé"

OUBLIONS NOS
DISCORDS, CIPPUTI. LE
GOUVERNEMENT DIT
QUE NOUS SOMMES
TOUS DANS LE MÊME
BATEAU.

C'ÉTAIT LA PHRASE
PRÉFÉRÉE D'UN DES
STEWARDS DU
TITANIC.



Altan, "Un métallo nommé Cipputi".

* ENTRETIEN AVEC DEUX MEMBRES DES CONSEILS D'USINE.

Le 16 avril 1984, sous la pression du mouvement des conseils d'usine, le décret du gouvernement italien réduisant les salaires est tombé au parlement. Un jour plus tard, le Premier ministre socialiste Craxi, défenseur d'une politique bourgeoise dure, présentait une nouvelle version du décret. Mais il n'y a aucune résignation parmi les conseils d'usine qui sont bien décidés à faire aussi tomber cette deuxième mouture (cf. La Brèche no 316 du 31 mars 1984 et no 319 du 12 mai 1984).

La Brèche s'est entretenue avec Raffaello Reanzacci, délégué de la coordination des travailleurs de la FIAT intégrés à la Cassa d'Integrazione et membre de la coordination de Turin des Conseils d'usine, ainsi qu'avec Rocco Papandrea, membre du conseil d'usine de la FIAT-Mirafiori, où il travaille comme mécanicien.

La Brèche : Il y a trois ans la FIAT licenciait 23 000 ouvriers. Tout le monde estima à l'époque qu'il s'agissait d'une grave défaite du mouvement ouvrier — dans l'une des villes industrielles les plus importantes d'Italie. Il y a une année les syndicats ont signé avec les patrons un accord diminuant les salaires. Comment se fait-il qu'il y ait aujourd'hui l'un des plus importants mouvements de protestation contre un projet similaire ?

Raffaello Reanzacci : Il y a trois ans, lorsque nous avons été licenciés et intégrés à la Cassa d'Integrazione¹, nous nous sommes organisés immédiatement. Nous avons élu nos délégués et nous continuons à participer au Conseil d'usine. Nous n'avons pas non plus abandonné la lutte contre les licenciements qui avaient provoqué, il y a trois ans, plus de 30 jours de grève. Nous étions un élément moteur dans toutes les mobilisations. Dans les syndicats nous nous sommes opposés à la ligne dite des "sacrifices"² qui trahit ouvertement nos intérêts. Nous avons exigé de la direction syndicale qu'elle rompe les négociations centrales avec le gouvernement et l'association patronale sur les coûts salariaux et l'augmentation de la productivité afin que tout le poids soit mis sur la défense de l'emploi.

En tant que mouvement de la Cassa d'Integrazione nous nous sommes retrouvés à la tête de l'opposition contre l'accord de l'année dernière sur les salaires, qui sanctionna la remise en cause de l'échelle mobile des salaires³ grâce à la caution apportée par les syndicats.

Rocco Papandrea : Il y a une année, encore avant la signature de l'accord limitant l'échelle mobile des salaires, les dirigeants syndicaux ont présenté dans les

entreprises un programme en dix points qui proposait lui-même une baisse des salaires. La majorité des salariés exprimèrent une opposition violente, mais les directions syndicales déclarèrent qu'elles avaient reçu un mandat des travailleurs qui avaient, à la majorité, accepté les dix propositions. Toutefois, juste avant que l'accord ne soit signé, un mouvement de grève se déclara, une grève générale dirigée contre toutes les mesures gouvernementales s'attaquant au niveau de vie des travailleurs.

Cette année les choses se passèrent un peu différemment. Les dirigeants syndicaux ont négocié durant des mois, sans informer ni consulter une seule fois la base. Aussi, dès le mois de décembre, et encore plus clairement en janvier, la voix des usines s'éleva : "Mettez

fin aux négociations, discutons d'abord dans les syndicats". Ce sentiment se traduisit par le début des luttes en janvier et février. Même s'il ne s'agissait pas d'une grève générale aussi large que l'année dernière le mouvement était plus profond, les cadres syndicaux d'entreprise s'étant mis à sa tête, quand bien même les directions syndicales s'étaient fortement opposées à la lutte. Lorsque enfin la CGIL (première confédération syndicale, dominée par le PCI, réd.) se prononça ouvertement contre le décret, de nombreux travailleurs prirent cela comme un encouragement.

Le climat à la FIAT a donc complètement changé. Après les 23 000 licenciements, le climat était très lourd chez FIAT. Il n'y a plus eu de grèves. Cette fois-ci, cependant, les camarades suivirent l'appel du conseil d'usine et nous avons pu conduire avec succès nos actions. Les gens commencent de nouveau à discuter entre eux.

La Brèche : Venons-en maintenant au mouvement d'auto-convocation des conseils d'usine. Que signifie ce mouvement d'auto-convocation ? Est-ce que le conseil est un organe qui se situe au-dessus des syndicats ?

Raffaello : Les conseils sont nés à l'origine — et retrouvent actuellement un poids pour la même raison — du manque de démocratie dans les syndicats. La base n'avait rien à dire sur les négociations

entre les syndicats et le gouvernement. Le syndicat UIL, dirigé par le Parti socialiste de Craxi, a, pour sa part, mis son veto à la convocation des conseils d'usine. Il ne voulait pas qu'une discussion s'ouvre sur cette question. A la Mirafiori, les délégués ont, malgré ce veto, organisé la convocation du conseil. Une fois celui-ci convoqué, l'UIL opposa un nouveau veto à toute prise de décision du conseil. Nous avons quand même pris des décisions et nous avons déclenché le mouvement.

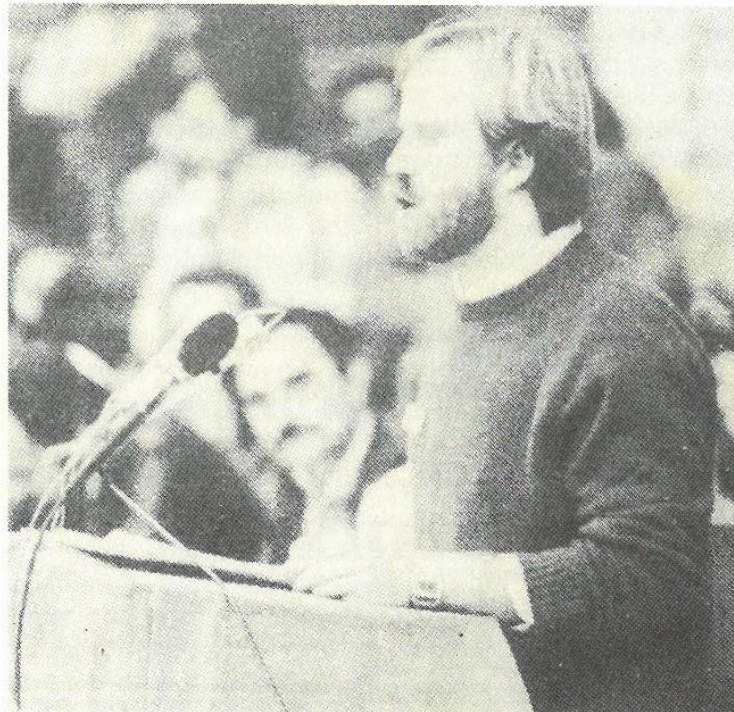
Les dirigeants de l'UIL et de la CISL (syndicat dirigé par la démocratie-chrétienne, réd.) se sont comportés partout de la même manière, surtout après la rupture, par la CGIL, des négociations avec le gouvernement et la publication du décret. La volonté de la base et des conseils de discuter, de décider et ensuite d'agir a pu s'imposer contre la volonté de tous les appareils syndicaux. Normalement, les conseils sont convoqués par les responsables syndicaux, tandis que là, ce sont les délégués eux-mêmes qui les ont convoqués.

Rocco : J'aimerais encore dire quelque chose sur le rapport entre les syndicats et les conseils. Nous avons trois centrales syndicales. Mais au niveau des entreprises ces syndicats n'existent pas. Il existe, par contre, une structure unitaire de base, le conseil, qui est élu directement par la base. En ce moment, où les trois centrales s'opposent, il y a danger de rupture de l'unité à la base. Mais actuellement, c'est justement la base qui a imposé l'unité.

1. Cassa d'Integrazione : une caisse étatique prévue initialement pour compenser la perte salariale due au chômage partiel. En raison de la résistance ouvrière aux licenciements, les patrons ont commencé à mettre les gens au chômage partiel à 100 o/o dans la Cassa d'Integrazione. Actuellement en Italie, il y a à côté d'environ 3 millions de chômeurs, 200 000 à 300 000 travailleurs qui sont à la Cassa d'Integrazione avec le tarif "zero ore", qui chôme donc à 100 o/o. En hiver 1980-1981 les travailleurs de la FIAT ont mené une grève de 30 jours contre le fait que 23 000 d'entre eux étaient mis à la Cassa d'Integrazione.

2. La ligne des "sacrifices" : les directions syndicales et le Parti communiste italien acceptèrent les diminutions de salaire en expliquant que cela permettrait de sauver des emplois.

3. L'échelle mobile des salaires règle depuis 1975, au plan légal, l'adaptation automatique et rétroactive des salaires à l'indice du coût de la vie. Depuis 1979 le patronat a pris cette loi dans son collimateur.



Raffaello Reanzacci intervenant lors d'une assemblée des conseils d'usine à Turin.

LA LUTTE DOIT CONTINUER

Le 16 avril, le décret sur la baisse des salaires est tombé, sans tambours ni trompettes, de l'ordre du jour du parlement italien. Deux jours plus tard le gouvernement Craxi préparait un nouveau décret, avec le même contenu.

Le même jour, les coordinations des conseils d'usine de Milan, Gênes et Venise-Mestre, celle de Bologne un jour plus tard aussi, ont démontré leur force et organisé une grève.

Par conséquent, le gouvernement a cette fois misé davantage sur le consensus. Il reçut des directions du PCI et de la CGIL des signes indiquant qu'elles seraient prêtes à un éventuel compromis. Le PCI fit savoir qu'il pourrait renoncer à son opposition fondamentale au parlement. Il espérait visiblement que les conseils d'usine reculeraient, diminuant leur pression.

Lors des réunions suivantes des conseils, le PCI retira, de manière répétée, son soutien aux luttes "auto-convoquées".

Cela donna des ailes au politicien anti-ouvrier Craxi. Au moment même où le parti bourgeois et gouvernemental, la Démocratie chrétienne, laissait entendre qu'un compromis serait envisageable, Craxi annonça le 19 mai qu'il entendait faire adopter son deuxième décret antisalarial sans aucune modification par un vote de confiance au parlement.

De leur côté, les conseils d'usine se retrouvent affaiblis à cause du blocage du PCI.

Le 10 mai a bien eu lieu le congrès national des conseils, consacré à l'emploi. La participation était, cependant, inférieure aux précédents congrès. Cela s'est traduit par le fait qu'aucune lutte nationale ne fut décidée.



La grande importance des conseils fut, malgré tout, de nouveau confirmée. Une plateforme de lutte contre le chômage a été élaborée. Le congrès exprima également la volonté de lutter pour le rétablissement de l'unité et de la démocratie syndicales.

La force incontournable du mouvement des conseils s'est révélée dans sa volonté intacte de résistance. La coordination du Piémont a appelé à une grève contre le deuxième décret pour le 23 mai; la CGIL a dû soutenir cette décision.

Même si, en fin de compte, Craxi réussit à faire adopter son décret par le parlement, il se peut bien qu'il doive alors reprendre à son compte la phrase célèbre du monarque grec Pyrrhus : "Encore une victoire semblable et je suis perdu !".

F. O.